



ACCIDENTS DE LA ROUTE:

24 morts et 1390 blessés en une semaine

page 3

ED DIWAN



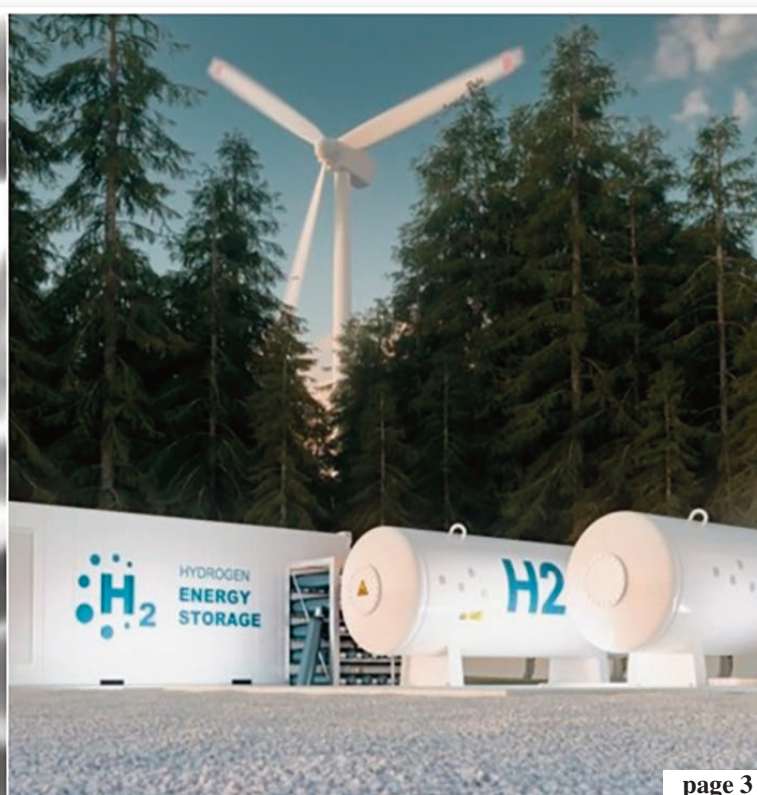
Quotidien national d'informations culturelles

Mercredi 29 Mars 2023

Prix : 15 DA Tirage 2000

LE DOCTEUR RABAH SELLAMI :

«L'Algérie peut
produire un million
de tonnes d'hydrogène
vert à l'horizon 2040»



page 3

Actualité



APN:
Installation
du groupe
parlementaire
d'amitié
Algérie-Suisse

2

BNA:
Près
de 13.000 crédits
d'une valeur
avoisinant 1600 mds
DA octroyés
en 2022

2

Les prix
des voitures « FIAT »
devraient baisser
après l'entrée
d'autres
marques
sur le marché

3

PRODUITS DE CONSOMMATION:

« Il n'y a pas un manque, mais un problème
avec les réseaux de distribution

p3

APN:

Installation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Suisse

Le groupe parlementaire d'amitié Algérie-Suisse a été installé, lundi à l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre du renforcement des relations bilatérales et de l'activation de la diplomatie parlementaire entre les deux pays. Le vice-président de l'APN, Moundir Bouden a présidé la cérémonie d'installation en présence du représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Saadallah Kahal et de l'ambassadeur suisse en Algérie, Pierre-Yves Fux. A cette occasion, M. Bouden a passé en revue "la profondeur des relations historiques entre l'Algérie et la Suisse", soulignant que ces relations "sont caractérisées par la qualité et l'excellence depuis la guerre de libération nationale qui a connu la sympathie et le soutien de la Suisse en assurant notamment les conditions propices pour le déroulement des négociations d'Evian entre le Gouvernement provisoire algérien (GPRA) et le gouvernement français, et c'était un tournant décisif dans l'histoire de notre pays". Le vice-président de l'APN a salué "la stratégie du Conseil fédéral suisse 2021-2024 envers le Moyen Orient et l'Afrique pour concrétiser un programme de coopération inclusif dans les domaines de la paix, la sécurité, les droits de l'homme, l'immi-



gration, le développement durable et la santé", aussi bien que "l'appui mutuel aux candidatures internationales au niveau des instances et organisations internationales". Pour sa part, l'ambassadeur suisse a salué

"la profondeur des relations historiques entre l'Algérie et la Suisse", réaffirmant l'importance d'œuvrer à "consolider les relations bilatérales à tous les niveaux au mieux des intérêts des deux peuples amis".

Présentation du projet de loi organique fixant l'organisation des Chambres du Parlement

La ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, a présenté lundi devant les membres du Conseil de la nation le projet de loi organique modifiant et complétant la loi organique définissant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les Chambres du Parlement et le Gouvernement. Dans son exposé, Mme Azouar a précisé que les amendements introduits visaient à "adapter les dispositions de cette loi organique aux exigences de la révision constitutionnelle au titre des réformes du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Ces amendements, notamment dans le volet du contrôle parlementaire, ont vocation à "permettre aux commissions permanentes des deux Chambres du Parlement, en totale coordination avec le Gouvernement, d'auditionner les membres du Gouvernement concernant toute

question d'intérêt général, le Gouvernement étant, dans ce cadre, tenu de présenter les documents et informations nécessaires demandés par les membres du Parlement dans l'exercice de leurs missions de contrôle, à l'exception de ceux à caractère confidentiel ou stratégique", a ajouté la ministre. De plus, le texte permet aux membres du Parlement d'"interroger le Gouvernement sur les questions nationales et sur l'application des lois, une première dans l'histoire des Constitutions algériennes", a-t-elle fait valoir. Quant au volet législatif, la représentante du Gouvernement a affirmé que le texte "confère un caractère juridique à la procédure d'urgence à travers la création d'une nouvelle division déterminant les modalités d'examen et d'adoption des projets de loi selon cette procédure". A ce propos, Mme Azouar a indiqué que le texte "a initialement fixé un délai de 10 jours maximum pour l'adoption définitive des projets de loi à caractère

spécifique ou prioritaire". Le texte de loi prévoit, par ailleurs, un "nouveau mode de vote des projets de loi par voie électronique" et "le parachèvement des procédures de convocation de la commission paritaire, en signalant immédiatement au Premier ministre ou au Chef du gouvernement, selon le cas, tout désaccord entre les deux chambres du Parlement sur les dispositions du texte de loi objet de désaccord, et ce, par le président de la chambre où il y a eu désaccord", selon la ministre. Conformément au projet de loi, la durée de la session parlementaire ordinaire est fixée à 10 mois au maximum. Les membres de l'Assemblée populaire nationale avaient adopté ce projet, début mars, après l'adoption de huit (8) amendements sur 36 par la commission spécialisée, notamment celui relatif à la proposition de réduction du délai de présentation d'un projet de loi ou d'une proposition de loi de dix (10) à six (6) mois.

BNA:

Près de 13.000 crédits d'une valeur avoisinant 1600 mds DA octroyés en 2022

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a octroyé à sa clientèle près de 13.000 crédits en 2022 d'une valeur avoisinant 1600 mds DA, dédiés majoritairement au financement des projets d'investissement, a appris l'APS auprès de cette banque publique. Selon les données de la BNA, le nombre de dossiers de crédit traités en 2022 a atteint les 12.590 dossiers contre 11.058 dossiers en 2021, soit une hausse de 13,85%.

La valeur des crédits octroyés est de l'ordre de 1589,2 mds DA en 2022 contre 1442 mds DA l'année précédente (+10,22%). La BNA, dont le chiffre d'affaires pour l'exercice écoulé a dépassé 160 mds DA, a contribué à l'appui de dizaines de grandes, petites et moyennes sociétés pour leur permettre de réaliser leur projets d'investissement, financer les circuits d'exploitation, accompagner les petits projets et les personnes. Les dossiers sont traités

en 30 jours et 15 jours pour le traitement des demandes de crédits. Le secteur de l'industrie manufacturière vient en tête des secteurs ayant bénéficié des crédits BNA en 2022 avec un total de 590,2 mds DA, suivi du secteur du bâtiment avec plus de 262 mds DA, santé et activités sociales (près de 244 mds), production et distribution de gaz et d'électricité (près de 196 mds) et l'industrie minière (163,5 mds). Le montant des crédits accordés pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture s'élève à 34,76 Mds Da, les transports (34,66 Mds Da), l'hôtellerie et la restauration (22,22 Mds Da), les services ménagers (16,33 Mds Da), le commerce, la réparation automobile et les articles ménagers (13,11 Mds Da), les activités financières (6,1 Mds Da), l'immobilier, la location et les services commerciaux (6 Mds Da), et l'agriculture, la chasse et la foresterie (près de 607 millions Da).

Près d'un million d'opérations dans le cadre du e-commerce

Dans le cadre des efforts pour la réalisation de l'inclusion financière, la banque a poursuivi les opérations de numérisation de ses procédures pour faciliter l'accès à ses services et répondre aux besoins de ses clients.

Les transferts financiers effectués l'an dernier dans le cadre du e-commerce ont atteint 958.087 opérations contre 509.407 opérations en 2021, soit une hausse de 88%.

S'agissant de la valeur financière de ces opérations, elle s'élève à 3,52 Mds Da, contre 1,4 Mds Da en 2021, soit une hausse de 149% et ce, grâce à l'augmentation du nombre de e-commerçants clients de la banque de 20 e-commerçants en 2021 à 35 e-commerçants l'an dernier.

Le nombre des espaces numériques de la BNA est passé de 19 en 2021 à 31 en 2022, en attendant la création de 5 nouveaux espaces numériques en 2023. Concernant les opérations réalisées à travers les distributeurs et les guichets automatiques, elles ont atteint 5.801.339 opérations en 2022, d'une valeur financière de près de 90 Mds Da, en hausse de 41%.

L'année dernière, la banque a installé neuf (9) nouveaux Distributeurs automatiques de billets (DAB), portant à 169 le nombre total d'appareils, qui s'ajoutent à 100 Guichets automatiques bancaires (GAB). Durant cette période, 64,3 milliards de dinars ont été retirés sur les distributeurs de la banque, soit une hausse de 13%, rendue possible grâce à l'émission, par la banque, de 116.031 nouvelles cartes de paiement, portant à 539.658 le nombre total de cartes en circulation. L'année 2022 a également

été marquée pour la BNA par le développement de l'activité de la finance islamique à travers l'ouverture de cinq (5) nouvelles agences dédiées exclusivement à cette activité, portant à six (6) le nombre total d'agences de ce type, avec le lancement de nouveaux produits islamiques et l'augmentation du nombre de guichets dédiés à la finance islamique (65 guichets). Le portefeuille des comptes clients de la finance islamique est passé de 14.875 comptes en 2021 à 31.057 comptes en 2022 (+109%), ce qui a contribué à l'augmentation du montant des dépôts sur ces comptes qui a atteint 20,7 milliards de dinars (+130%).

Selon les données de la banque, le nombre de dossiers de la finance islamique traités l'année dernière a atteint 2.467 dossiers (+220%), avec 3,65 milliards de dinars de financements dans ce cadre (+163% par rapport à 2021).

CONSEIL DE LA NATION:

Séance plénière aujourd'hui consacrée au débat et à l'adoption de projets de lois

Le Conseil de la nation tiendra, mercredi, une séance plénière consacrée au débat et à l'examen de projets de lois, indique mardi un communiqué de la Chambre haute du Parlement. Prévue à partir de 12h00, la séance plénière sera consacrée à l'adoption du projet de loi modifiant et complétant la loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux chambres et le Gouvernement, en sus du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical, précise le communiqué. Il s'agira, également, de la présentation du projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2020 "par le représentant du Gouvernement, pour examen, ainsi que du rapport de la Commission des affaires économiques et des finances, avant d'écouter les interventions des sénateurs, suivies de la réponse du représentant du Gouvernement". La séance sera clôturée par le vote dudit texte, conclut le communiqué.

APN:

Une séance plénière hier consacrée au vote de trois projets de loi

L'Assemblée populaire nationale (APN), a repris ses travaux, hier, lors d'une séance plénière consacrée au vote de trois projets de loi, a indiqué un communiqué de la chambre basse du parlement. L'APN reprendra ses travaux, mardi, lors d'une plénière consacrée "au vote du projet de loi organique sur l'information, du projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains, et du projet de loi modifiant et complétant la loi n 04-18 du 13 dhou al-q'i'da 1425 correspondant au 25 décembre 2004 relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes", précise le communiqué.

Le cheikh de la Tarika moussaouia inhumé au cimetière de Kerzaz à Béni-Abbes

Sidi El-Hadj M'hamed Abdelli, Cheikh de la Tarika Moussaouia, a été inhumé mardi au cimetière de Kerzaz (120 km au sud de Béni-Abbes). Les obsèques se sont déroulées en présence des autorités locales, de nombre d'imams et chouyoukh, des cadres du secteur des Affaires religieuses et d'une imposante foule de citoyens venus de différentes régions du sud-ouest du pays. Le défunt, décédé lundi à l'âge de 92, était très connu par sa piété et sa fidélité à la Tarika El-Moussaouia.

ED-DIWAN

quotidien national d'informations
Edité par EURL société seghir
de communication
Adresse : 04, Rue belhandouse
abdelkader
tel. : 041 33 03 29

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Rue Larbi Ben M'Hidi
- BT 08 - 2° étage
Directrice
de la publication
FATIMA-ZOHRA
SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia
Beb Ezzouar -
Alger
DIFFUSION:
eldjazairdoc.com

Le Site :
www.fr.eddiwan.dz
Email :
contact@eddiwan.dz
Service publicité :
pubediwan@gmail.com
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 041 33 45 43

Les textes
et les photographies envoyés
ou remis à la rédaction ne
peuvent être rendus ni faire
l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite
de tout article sauf accord
de la direction du journal.

LE DOCTEUR RABAH SELLAMI :

“L’Algérie peut produire un million de tonnes d’hydrogène vert à l’horizon 2040”

L’Algérie dispose des meilleurs atouts dans le bassin méditerranéen pour la production d’énergies renouvelables dont l’hydrogène vert dont elle est en mesure de mettre sur le marché jusqu’à un million de tonnes à l’horizon 2040. C’est ce qu’a déclaré le docteur Rabah Sellami, directeur Hydrogène et Energies alternatives au Commissariat des énergies renouvelables et à l’efficacité énergétique, qui s’exprimait ce matin au sein de l’émission L’invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne. Dans le détail, M. Sellami évoque la disponibilité des infrastructures de transport, de la ressource humaine qualifiée et de l’expérience dans la liquéfaction du gaz naturel pour la production de l’hydrogène vert, d’une longue façade maritime pouvant abriter des stations de dessalement de l’eau de mer qui servira à la production de l’hydrogène vert, ainsi que



tout un réseau d’université et de centres de recherches dédié au secteur. Pour rappel, ce sont là des objectifs déjà tracés dans la feuille de route

adoptée en Conseil des ministres et qui se décline en trois phases : 2023-2030 pour la production de l’hydrogène vert, 2030-2040 pour son

exportation, et 2040-2050 pour que l’Algérie prenne sa place parmi les pays leaders mondiaux pour la production et de l’hydrogène vert.

PRODUITS DE CONSOMMATION:

« Il n’y a pas un manque, mais un problème avec les réseaux de distribution »

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a indiqué, lundi à Alger, que son secteur s’employait à revoir les réseaux de distribution des produits de consommation de base pour améliorer l’approvisionnement des marchés. Invité du Forum de la Radio algérienne, M. Zitouni a précisé que « les stocks sont suffisants pour couvrir les besoins du marché », soulignant qu’« il n’y a pas un manque de produits de consommation, mais un problème avec les réseaux de distribution, qu’il

faut développer et organiser ». Il a ajouté que son département ministériel s’attellait à la révision de la cartographie de distribution de nombreux produits de base de large consommation en tenant compte des besoins et des spécificités de chaque région afin d’éviter toute perturbation de la distribution. Le ministre a mis en garde les spéculateurs qui portent préjudice aux consommateurs algériens, rappelant les peines prévues à leur encontre dans la loi sur la lutte contre la spéculation illicite. Le ministre a, par ail-

leurs, souligné l’importance des marchés de proximité ouverts à l’occasion du mois de Ramadhan à raison d’un ou deux marchés par circonscription administrative, ce qui, a-t-il dit, contribue à rapprocher les produits de consommation de base des citoyens à des prix compétitifs. Cette initiative vise à casser le monopole et à maîtriser les prix, a affirmé M. Zitouni qui a fait état de l’organisation de ces marchés tout au long de l’année si nécessaire. Le ministre a estimé nécessaire de créer des marchés modernes et de

poursuivre les efforts pour contenir le commerce parallèle pour une meilleure maîtrise des prix dans les marchés. Sur les points de vente des viandes rouges au prix plafonné de 1200 DA/kg, M. Zitouni a rappelé que les pouvoirs publics ont importé 10.000 têtes bovines pour abattage et 20.000 tonnes de viandes fraîches en vue de mettre fin à la flambée des prix. Cependant, un retard a été enregistré dans la distribution de ces viandes à toutes les régions du pays, a indiqué le ministre.

BORDJ BADJI MOKHTAR :

Saisie de quantités considérables de carburant et de produits de consommation destinés à la contrebande

Les services des douanes ont procédé à la saisie de quantités considérables de carburant et de produits de large consommation qui étaient destinés à la contrebande dans la région de Timiaouine (wilaya de Bordj Badji Mokhtar), a indiqué, dimanche, un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD).

"Dans le cadre de la coordination des efforts inlassables déployés sur le terrain par les services opérationnels des brigades douanières avec les différents appareils de sécurité, les agents de la brigade polyvalente des douanes de Timiaouine relevant des services de l’Inspection divisionnaire des douanes d’Adrar, dans le territoire de compétence de la Di-

rection régionale des douanes de Béchar, ont procédé après deux opérations distinctes exécutées en coordination avec les éléments de l’Armée nationale populaire (ANP), à la saisie de 60.000 litres d’essence, 37.000 litres de mazout, 6.600 sacs de farine de 25 kg, 600 sacs de sucre de 25 kg et 5.000 litres d’huile de table", lit-on dans le

communiqué. La DGD a affirmé que ces opérations témoignent de "la parfaite coordination entre les appareils sécuritaires de l’Etat dans l’objectif de protéger l’économie nationale et de lutter contre la contrebande sous toutes ses formes, notamment la contrebande des produits subventionnés et de large consommation".

Une caravane de solidarité au profit des familles nécessiteuses dans 20 wilayas

Une caravane de solidarité, chargée de colis alimentaires, s’est ébranlée mardi à partir d’Alger, au profit des familles nécessiteuses dans 20 wilayas du pays. Lancée à partir de la ferme pédagogique de Zeralda, en coopération avec l’Association nationale du volontariat et l’opérateur téléphonique "Ooredoo", la caravane compte près de 1.000 colis de 20 produits alimentaires de base qui seront distribués aux familles nécessiteuses dans les wilayas de Batna, Tébessa, Blida, Tiaret, Tizi Ouzou, Alger, Jijel, Skikda, Guelma, Constantine, Médéa, Mostaganem, Oran, Tissemsilt, Khenchela, Tipaza, Mila, Ain Defla, Ain Témouchent, et Relizane. A cette occasion, le président de l’Association nationale du



volontariat, Ahmed Malha, a relevé la nécessité d’organiser davantage l’action du volontariat à travers le renforcement de la coordination entre les différents acteurs et d’améliorer son efficacité, estimant qu’il est nécessaire de "sensibiliser les acteurs économiques à leur responsabilité vis-à-vis des catégories vulnérables". De son côté, le directeur des affaires institutionnelles à "Ooredoo", Ramdhan Djazairi, a affirmé que l’opération s’inscrit dans le cadre de la responsabilité sociétale des opérateurs économiques, ajoutant que l’assistance aux familles nécessiteuses "nécessite la conjugaison des efforts des institutions officielles, des établissements économiques et de la société civile".

Les prix des voitures « FIAT » devraient baisser après l’entrée d’autres marques sur le marché

Le Directeur général du développement industriel au ministère de l’Industrie, Ahmed Salem Zaid, a confirmé que la production des voitures de la marque « FIAT » dans l’usine d’Oran est en phase finale et démarquera dans les prochains mois, rapporte ce mardi la Radio nationale chaîne I. Ahmed Zaid a révélé que le ministère de l’Industrie avait accordé trois agréments par une commission spécialisée à trois concessionnaires automobiles, qui sont (FIAT, OPEL, et JAC), en attendant l’octroi d’autres homologations définitives pour d’autres marques au cours des semaines à venir. Concernant les prix des voitures (FIAT), qui ont été récemment introduits, et que les citoyens qualifient d’élevés, le même responsable a expliqué qu’ils sont soumis à l’offre et à la demande, et que leur hausse ne se limite pas au seul marché algérien, révélant la possibilité de leur diminution après l’entrée d’autres marques automobiles.

Tassili Airlines renforce ses dessertes entre Constantine et Strasbourg à compter de juillet prochain

La compagnie Tassili Airlines (TAL) étend son programme régulier de transport international par la mise en place d’une deuxième fréquence hebdomadaire entre Constantine et Strasbourg (France) en aller-retour, a annoncé la compagnie aérienne lundi dans un communiqué. A compter du 03 juillet 2023, Tassili Airlines mettra en place une deuxième fréquence hebdomadaire Strasbourg-Constantine-Strasbourg en aller-retour le même jour chaque lundi, a fait savoir la même source. "Programmée chaque lundi durant la saison estivale, cette nouvelle liaison, viendra renforcer la rotation existante Constantine-Strasbourg-Constantine, opérée quant à elle chaque samedi par les Boeing 737-800 NG de la compagnie", précise la compagnie aérienne. Les voyageurs souhaitant emprunter les vols de Tassili Airlines pourront réserver leurs billets via l’interface web de Tassili Airlines et effectuer leurs achats via "Iata Pay" ou en se rapprochant du réseau d’agents agréés. Pour rappel, Tassili Airlines est une compagnie aérienne nationale, filiale à 100% du Groupe Sonatrach, spécialisée dans le transport des professionnels des hydrocarbures, au service également du transport régulier grand public domestique et international depuis 2013.

ACCIDENTS DE LA ROUTE: 24 morts et 1390 blessés en une semaine

Vingt-quatre (24) personnes sont mortes et 1390 autres ont été blessées dans 1221 accidents de la circulation survenus durant la période du 19 au 25 mars, à travers le pays, indique, mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d’Oran avec deux (2) personnes décédées et 44 autres blessées suite à 40 accidents de la circulation, précise la même source. En ce qui concerne les secours à personnes, la PC souligne que 13369 interventions ont été effectuées et ont permis la prise en charge de 13057 blessés et malades traités avant de procéder à leurs évacuation vers les structures sanitaires. Les secours PC sont intervenus également 5472 fois pour sauver 410 personnes en situation de danger et exécuter 4597 autres opérations diverses d’assistance. Durant la même période, les mêmes secours sont, en outre, intervenus pour l’extinction de 604 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d’Alger (79 incendies), Blida (32) et Chlef (26), conclut le communiqué.

SPÉCULATION ILLICITE: Plus de 173 mns DA de marchandises saisies depuis début 2023

Les services de contrôle commercial ont procédé depuis début 2023 à la saisie de marchandises d'une valeur de 173,24 millions DA, dans le cadre des efforts de contrôle économique et de répression de la fraude, a fait savoir lundi le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni.

Invité de l'émission Forum de la radio sur les ondes de la Chaîne 1, M. Zitouni a indiqué que les agents de contrôle ont effectué du 1er janvier au 22 mars courant, quelque 32.130 interventions ayant donné lieu à la saisie de 690,89 tonnes de marchandises, outre 48 infractions constatées et 48 PV de poursuite judiciaire dressés. Les opérations de contrôle se sont soldées par la saisie de produits alimentaires de large consommation dont l'huile subventionnée (95.482 L), le lait (7.888 L), le sucre (11,4 tonnes) et les pommes (243,86 tonnes). Le secteur de la vente en détail occupe la première place en termes d'interventions de contrôle au niveau national avec 25.092 interventions soit un taux de 78%, suivi par la vente en gros (5.902 interventions) soit 18%, puis le secteur de production avec 838 interventions (3%) et les locaux des importateurs avec 298 interventions soit 1%.



SONATRACH : Les exportations avoisinent les 60 milliards de dollars en 2022



La valeur des exportations du groupe Sonatrach a atteint environ 60 milliards de dollars durant l'exercice 2022, a relevé, ce lundi, le groupe dans son bilan annuel, soulignant que la production primaire d'hydrocarbure a enregistré une hausse de 2% sur la même période. Sonatrach a précisé dans son bilan de réalisations que les chiffres clés pour 2022 indiquent que « le chiffre d'affaires à l'export a atteint environ 60 milliards de dollars, tandis que les investissements se sont chiffrés à 5,5 milliards de dollars », au cours de la même année. La production primaire d'hydrocarbures a atteint, quant à elle, 189,6 millions de tonnes équivalent pétrole (mtep) l'année écoulée contre 185,2 mtep en 2021 soit une évolution de 2%, détaille le groupe pétrolier. S'agissant des découvertes réalisées en 2022 par Sonatrach, première entreprise en Afrique, elles ont atteint 15 découvertes dont 3 en partenariat, renforçant ainsi la position du groupe sur le marché pétrolier et

gazier international. Parmi ces découvertes figurent, signale le bilan, une découverte de gaz à condensat dans le périmètre d'In Amenas 2, dans le bassin d'Illizi, celle réalisée en partenariat avec ENI, dans le bloc d'exploration Seif Fatima 2, situé au niveau de Berkine. Il s'agit en outre d'une découverte dans la zone de recherche de Taghit, dans le Bassin de Béchar, confirmant l'existence d'un potentiel important de gaz dans cette zone. De plus, une importante découverte de gaz à condensat a été enregistrée au niveau du périmètre d'exploitation du champ de Hassi R'mel, dans laquelle d'importants volumes d'hydrocarbures ont été identifiés, estimés entre 100 et 340 milliards m3 de gaz à condensat, relève-t-on de même source, précisant que ces volumes constituent l'une des plus grandes réévaluations des réserves des 20 dernières années.

L'Algérie fournisseur fiable sur le marché gazier mondial
Par ailleurs et dans le cadre de la loi

19-13 relative aux hydrocarbures, Sonatrach a signé trois contrats de partage de production en 2022, avec respectivement ENI, SINOPEC et le consortium Occidental Petroleum Corporation, ENI et TotalEnergies, indique le bilan signalant que « le conclusion de ces contrats témoigne de l'attractivité de la nouvelle loi d'une part, et des efforts consentis par l'Algérie pour améliorer le climat des affaires et permettre aux investisseurs, notamment étrangers, d'évoluer dans un environnement concurrentiel, d'autre part ». Quant au transport par canalisation, le groupe Sonatrach qui détient 100 filiales et participations, a fait état de la mise en service du Centre de supervision des pipelines de l'activité Transport par canalisation au niveau de Sidi Arcine (Alger) et qui permet de fournir une vue d'ensemble du réseau de transport des hydrocarbures et de visualiser en temps réel les paramètres d'exploitation, les données techniques des installations et la si-

tuation des parcs de stockage. Dans l'activité liquéfaction et séparation, Sonatrach a confirmé son positionnement comme l'une des plus importantes sources d'approvisionnement en gaz au monde et premier exportateur de Gaz naturel liquéfié (GNL) en Afrique, et ce, grâce à ses capacités d'exportation tant via les gazoducs, qu'à travers les navires méthaniers pour le GNL. A ce titre, la production de GNL en 2022 a totalisé 22,8 millions m3, alors que celle du gaz du pétrole liquéfié (GPL) a atteint 8,3 Millions de tonnes, selon les données du groupe. Parmi les réalisations de Sonatrach, le lancement des projets de réhabilitation et de modernisation d'équipements au sein des sites production et des complexes GNL, ainsi que des avancements appréciables, plus de 85%, des travaux d'extension et réalisation d'une nouvelle jetée de chargement au niveau du port de Skikda, signale le document soulignant que « ces projets permettront d'améliorer la flexibilité d'exportation et d'accueillir des navires de grandes capacités permettant de desservir des régions lointaines ». Dans le domaine de la commercialisation, le bilan a relevé la signature par Sonatrach de nombreux accords pour renforcer le rôle de l'Algérie en tant que fournisseur fiable sur le marché mondial du gaz, parmi lesquels un accord avec le groupe énergétique Grec DEPA pour la prolongation du contrat à long terme relatif à la vente et à l'achat de GNL, un autre avec ENI dans le but d'augmenter le volume de gaz exporté et la signature d'un accord avec Naturgy de vente et d'achat de gaz naturel via le gazoduc Medgaz, avec une révision des prix contractuels au vu des évolutions du marché. Il s'agit aussi d'un contrat d'achat et de vente de gaz naturel avec la société slovène Geoplin pour approvisionner la Slovaquie en gaz naturel via le gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie, indique Sonatrach. Selon les données du bilan, Sonatrach est le premier fournisseur de l'Italie en gaz, le deuxième fournisseur de l'Espagne en gaz, et deuxième fournisseur de la Turquie et de la Grèce en GNL.

PRODUITS DE CONSUMMATION: Revoir les réseaux de distribution pour un approvi- sionnement régulier

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a indiqué, lundi à Alger, que son secteur s'employait à revoir les réseaux de distribution des produits de consommation de base pour améliorer l'approvisionnement des marchés. Invité du Forum de la Radio algérienne, M. Zitouni a précisé que "les stocks sont suffisants pour couvrir les besoins du marché", soulignant qu'"il n'y a pas un manque de produits de consommation, mais un problème avec les réseaux de distribution, qu'il faut développer et organiser". Il a ajouté que son département ministériel s'attellait à la révision de la cartographie de distribution de nombreux produits de base de large consommation en tenant compte des besoins et des spécificités de chaque région afin d'éviter toute perturbation de la distribution. Le ministre a mis en garde les spéculateurs qui portent préjudice aux consommateurs algériens, rappelant les peines prévues à leur encontre dans la loi sur la lutte contre la spéculation illicite. A ce propos, M. Zitouni a indiqué que, durant la période allant du 1er janvier au 22 mars, les agents des services du ministère du Commerce ont saisi 690,89 tonnes de marchandises d'une valeur de 173,24 millions de dinars, à travers 32.130 interventions effectuées dans le cadre de la lutte contre spéculation illicite, notant que ces interventions se sont soldées par l'enregistrement de 48 délits et l'établissement de 48 procès-verbaux de poursuites judiciaires. Le ministre a, par ailleurs, souligné l'importance des marchés de proximité ouverts à l'occasion du mois de Ramadhan à raison d'un ou deux marchés par circonscription administrative, ce qui, a-t-il dit, contribue à rapprocher les produits de consommation de base des citoyens à des prix compétitifs. Cette initiative vise à casser le monopole et à maîtriser les prix, a affirmé M. Zitouni qui a fait état de l'organisation de ces marchés tout au long de l'année si nécessaire. Le ministre a estimé nécessaire de créer des marchés modernes et de poursuivre les efforts pour contenir le commerce parallèle pour une meilleure maîtrise des prix dans les marchés. Sur les points de vente des viandes rouges au prix plafonné de 1200 DA/kg, M. Zitouni a rappelé que les pouvoirs publics ont importé 10.000 têtes bovines pour abattage et 20.000 tonnes de viandes fraîches en vue de mettre fin à la flambée des prix. Cependant, un retard a été enregistré dans la distribution de ces viandes à toutes les régions du pays, a indiqué le ministre. A une question sur l'organisation des importations, M. Zitouni a affirmé que "tous les produits achetés, domiciliés et autorisés notamment les matières premières et les intrants doivent être libérés dans les meilleurs délais au vu de leur impact sur la production nationale", ajoutant que "les douanes seront contactées à ce sujet". "La bureaucratie est la raison principale de cette situation", a-t-il déploré, soulignant que son secteur œuvre à venir à bout des obstacles administratifs enregistrés. Le ministre du Commerce a rassuré, par ailleurs, que les produits de large consommation et les matières premières intéressant le citoyen ne sont pas concernés par la saisie au niveau des ports.

BECHAR: Anniversaire de la mort du colonel Lotfi, une occasion pour se remémorer les sacrifices des Chouhada

La commémoration du 63ème anniversaire de la mort du colonel Lotfi et ses compagnons de lutte est une occasion pour se remémorer les sacrifices des chouhada et moudjahidine consentis pour la libération du pays du joug colonial français, a affirmé lundi à Bechar le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit Laïd Rebiga.



Les sacrifices incommensurables des chouhada et moudjahidine pour la libération de notre pays du joug du colonial français, à l'exemple du colonel Lotfi tombé au champ d'honneur avec ses compagnons d'armes, les martyrs commandant Farradj, Zaoui Cheikh et Brik Ahmed, le 27 mars 1960 lors de la bataille de Djebel Béchar, vient démontrer que les Algériens ont été toujours unis pour défendre la juste cause de leur pays", a indiqué le ministre dans son allocution prononcée à l'occasion de la commémoration du 63ème anniversaire de la mort du colonel Lotfi et de ses compagnons au lieu même de cette bataille, à quelques encablures de la ville de Bé-

char. "Aujourd'hui, nous rendons hommage aux chouhada qui sont tombés au champ d'honneur pour que l'Algérie soit un pays libre et uni", a-t-il dit. "Le colonel Lotfi qui fut un dirigeant brillant de la Révolution du 1er novembre 1954, est aussi un symbole du passé glorieux de l'Algérie. Il participa avec ses compagnons, tombés en martyrs les armes à la main pour l'honneur du pays, à l'écriture de notre histoire", a souligné M. Rebiga. Et d'ajouter: "A travers la commémoration du 63ème anniversaire de la mort en chahid au champ de bataille du colonel Lotfi et de ses compagnons martyrs, nous nous remémorons tant les valeurs de ces chouhada que ceux de la Révolution du 1er no-

vembre 1954". Le ministre des Moudjahidine et Ayants droit qui s'est rendu par la suite au musée du Moudjahid de Béchar en compagnie des autorités de la wilaya, du général major Fodil Nasr Eddine, adjoint du commandant de la 3ème région militaire (3-RM), du secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants de Chouhada (ONEC), Khelifa Smati, et des moudjahidine de la Wilaya V historique, ainsi que des membres des familles des chouhada de la bataille de Djebel Béchar, a visité les différents halls et stands d'expositions de cette institution dédiée à l'histoire de la guerre de libération nationale dans la zone 8 de la Wilaya V historique. Laid Rebiga s'est rendu aussi à l'endroit même du passage, dans la région de Mougheul (50 km au nord de Bechar), de la sinistre ligne Challe-Morice, où il a inauguré une stèle commémorative rendant hommage aux chouhada tombés en martyrs lors de leur passage à travers cette ligne électrique qui été truffée de millions de mines anti personnelles. Le ministre a achevé sa visite dans la wilaya de Bechar en présidant une cérémonie d'hommage à de nombreux moudjahidine de la région et aux familles du Colonel Lotfi, commandant Faraj, Zaoui et Brik Ahmed, et en remettant un lot de livres historiques à l'Ecole normale supérieure de Béchar (ENS).

MOSTAGANEM : Mise en service de cinq projets de raccordement à l'énergie

Cinq projets de raccordement au réseau de l'électricité et du gaz ont été mis en service dans trois communes à Mostaganem, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la wilaya. La wali de Mostaganem, Aissa Boulahia, a supervisé jeudi la mise en service des projets de raccordement au réseau de l'électricité et du gaz dans les communes de Sidi Ali, Ouled Maallah et Tazgait pour un coût estimé à 260 millions de DA, a indiqué la même source, dans un communiqué. Il

s'agit du raccordement du village de Ouled Melaha dans la commune de Ouled Maallah au réseau gazier sur une longueur de 2.2 km (52 habitations), ainsi que le village Ouled El Khayen dans la même commune au gaz, précise-t-on de même source. Dans le même cadre, le projet de raccordement de 40 habitations à Tazgait a été mis en service. S'agissant de l'énergie électrique, les autorités locales ont mis en service un réseau de raccordement dans le village de

M'zila, situé dans la commune de Sidi Ali (60 habitations), et les transformateurs qui alimentent cette région ainsi que le village de Laamariche au nord de Tazgait. Le premier responsable de la wilaya a écouté, en marge de cette opération de mise en service, les préoccupations des citoyens concernant divers secteurs, note le communiqué, ajoutant qu'une partie de ces préoccupations sont prises en charge alors que d'autres nécessitent des études et des financements.

TOUGGOURT : Plus de 680 foyers raccordés aux réseaux d'électricité et du gaz naturel

Un total de 687 foyers ont été raccordés aux réseaux de l'électricité et du gaz naturel, dans la wilaya de Tougourt, a-t-on appris samedi, de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz (filiale de Sonelgaz). Il s'agit de 524 foyers au niveau du quartier "El-Moustakbel" (chef-lieu de wilaya) ont été raccordés à l'électricité et 163 autres dans la commune de Sidi Slimane (nord de Tougourt) au gaz naturel à la faveur d'un réseau de 1,6 Km réalisé pour une enveloppe estimée à dix millions DA, a-t-on précisé. Parallèlement, des travaux de raccordement de 300 foyers aux réseaux de l'électricité et du gaz naturel sont en cours d'exécution au chef-lieu de wilaya, a indiqué

la même source, ajoutant que l'opération comprenant également l'installation de six (6) transformateurs électriques sur un réseau de 3,79 Km, alors que le réseau de distribution du gaz naturel pouvant atteindre une longueur de 2,35 km. Dans le cadre des efforts visant à assurer le bon approvisionnement des citoyens l'été prochain, un plan d'action, doté d'un financement de 24 millions DA, a été retenu par la direction locale de distribution. Ce programme de développement portant, notamment sur la réalisation de nouveaux transformateurs électriques, la réhabilitation de 40 km de réseaux électrique (basse et moyenne tension), en plus de l'installation de six disjoncteurs électriques



et 27 départs de basse tension à travers la wilaya, a-t-on indiqué.

KHENCHELA : 35 autorisations à octroyer pour l'ouverture de nouvelles de lignes de transport de voyageurs

Trente-cinq (35) nouvelles autorisations d'exploitation de lignes de transport de voyageurs par route seront remises à leurs bénéficiaires, a indiqué dimanche le directeur des transports de la wilaya de Khenchela Smail Gasmi. Sept de ces lignes concernent le transport de voyageurs de Khenchela vers les wilayas d'Annaba, Oum El Bouaghi et Batna et sept autres lignes sont destinées au transport suburbain dans les communes d'Ouled Rechach, Babar et El Mehmel. Cette opération inclut également l'ouverture de nouvelles lignes inter-communales qui rattacheront la ville de Khenchela aux communes de Chechar, Babar, Baghaï, Tamza et Yabous et de 10 lignes de trans-

port rural reliant Kaïs-Boukhecha, Chechar-Ain Sefa (Djellal), Ouled Rechach-Ras El Ma, Chechar-Hedidane et Chechar-Tafasour-Chouhada (Djellal). La Direction des transports débutera le 22 avril prochain l'étude des dossiers qui seront déposés pour l'exploitation de nouvelles lignes et les postulants sélectionnés seront invités à compléter leurs dossiers pour entreprendre l'exploitation début juin au plus tard, a souligné M. Gasmi. L'ouverture de nouvelles lignes répond aux besoins exprimés par les citoyens et les associations locales et vise à étendre le réseau de transport et améliorer les services assurés aux citoyens, a ajouté le même responsable.

DJELFA : La caravane du "Chevalier de l'Inchad" à la recherche de jeunes talents

La caravane du concours du "Chevalier de l'Inchad" sillonne, depuis le début du mois de Ramadhan, les différentes communes de Djelfa, à la recherche de jeunes talents dans l'Inchad et le Madih (chants religieux), a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de la culture et des arts de la wilaya. Selon le directeur du secteur, Yacine El Abed, il s'agit de la 2e édition de cette caravane, organisée par la direction de la culture et des arts en coordination avec la direction des affaires religieuses et des wakfs, avec un programme ciblant une majorité des communes de Djelfa, dans le but de conférer un esprit de compétitivité aux soirées du Ramadhan. La manifestation a, également, pour objectif d'animer la scène cultu-

relle locale, en imprégnant les soirées Ramdanesques d'une ambiance spirituelle sous les airs et mélodies religieuses forts prisées par les amateurs de cet art, a ajouté le même responsable. Le coup d'envoi de ce concours a été donné dans la commune de Charref (Ouest de Djelfa), où l'opportunité a donné lieu à la découverte de plusieurs talents en herbe dans le domaine de l'Inchad et du Madih, a indiqué M. Abed. Le concours sera couronné par l'invitation de l'un des meilleurs interprètes de chants religieux aux plans national et arabe, pour animer la cérémonie de clôture, qui verra la distinction des lauréats, sélectionnés par un jury spécialisé dans le chant religieux, a signalé le directeur de la Culture.

LAGHOUAT : Une trentaine d'exploitations agricoles raccordées au réseau électrique

Trente-deux (32) exploitations agricoles de périmètre El-Rmilia dans la commune d'Oued M'Zi (90 km nord de Laghouat), ont été raccordées au réseau d'électrification, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. Cette opération comprenant la réalisation d'un réseau électrique de 24 km ainsi que neuf (9) transformateurs électriques à la faveur d'une enveloppe globale estimée à 100 millions DA, a indiqué le directeur local de l'Energie, en marge de la cérémonie de mise en service du projet, présidée par les autorités de la wilaya. Le projet de raccordement de ces exploitations agricoles au réseau électrique permettra de contribuer au renforcement de leurs capacités productives, en plus de contribuer à la fixation des populations dans la région, a-t-il

souligné. Pour leur part, nombre d'agriculteurs ont salué la réalisation de ce projet ayant pour objectif de donner un nouvel essor à l'activité agricole et de contribuer au développement rural. Approchée par l'APS, Tarzi, un des agriculteurs locaux, a déclaré que ce projet est l'accomplissement d'un rêve qui était attendu depuis longtemps, permettant d'augmenter sensiblement les capacités productives des périmètres agricoles de la région et d'encourager les jeunes à préserver le métier de leurs aïeux". La commune d'Oued M'Zi, relevant de la daïra d'Oued Morra, est une collectivité à vocation agricole et pastorale, étant donné que l'agriculture et l'élevage du bétail constituent la source principale de revenus pour la majorité de la population.

La Rédaction Recrute...

Le quotidien national d'information culturelle « ED Diwan » recrute un journaliste confirmé (En Langue Française) pour participer au renforcement de sa rédaction.

***Profil souhaité :**

-Bonne expression écrite et orale, bonne capacité d'analyse, et maîtrise de la langue Française.
-Bosseur et dynamique et extrêmement disponible.

**Pour tout contact veuillez vous rapprocher de la rédaction du journal en envoyant votre CV complet à l'adresse électronique suivante :
eddiwan.arabe@gmail.com
infofilo63@gmail.com**

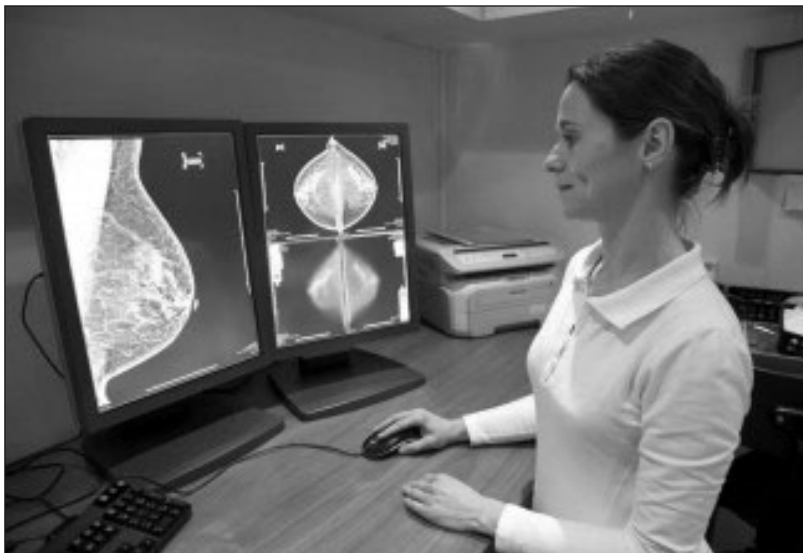
CANCER DU SEIN : La mammographie n'est pas un test parfait

Une nouvelle étude américaine estime que les avantages de la mammographie sont surestimés. En réalité, la mammographie diminue le risque de mourir d'un cancer du sein de 19%.

Selon les chercheurs de l'Université de Harvard, les médecins surestiment les avantages de la mammographie et sous-estiment ses risques (notamment les risques de sur-diagnostic). Dans leur dernière évaluation, publiée dans la revue professionnelle *Journal of the American Medical Association*, ils ont estimé que les mammographies diminuent modestement de 19% le risque de mourir du cancer du sein. Cette diminution du risque varie malgré tout selon l'âge de la patiente: les femmes de 40 ans ont un risque diminué de 15% tandis que les femmes de 60 ans ont un risque diminué de 32%.

Trop de radiographies ou de biopsies inutiles

«Il y a eu récemment beaucoup de



confusion autour du dépistage du cancer du sein. Et nous avons souhaité mettre tout cela à plat, à l'attention des médecins» a expliqué le Dr Lydia Pace, chargée de recherches à l'Hôpital des femmes de Boston et co-auteur de l'étude avec le Dr Nancy Keating, de l'école de Médecine de Harvard. «Au cours de nos recherches, nous nous sommes rendus compte que les bénéfices des mammographies sont plus petits qu'on ne pensait et que leurs dangers, comme des radiographies à répétition ou les biopsies pour des tumeurs qui s'avèrent non cancéreuses, sont vraiment sous-estimés». Elles ont calculé que sur un groupe de 10 000 femmes de 50 ans ou plus, qui font une mammographie de dépistage

chaque année, seules 5 éviteront un décès par cancer du sein. Alors que 6130 auront un résultat «faux positif» qui nécessitera des radiographies supplémentaires et 940 subiront une biopsie pour une tumeur non maligne.

«En outre, une femme sur 5 va être soignée pour une tumeur qui n'aurait pas été détectée sans la mammographie mais qui ne serait jamais devenue mortelle. C'est pourquoi je dis à mes patientes que la mammographie n'est pas un test parfait» insiste le Dr Keating. «Avant de faire une mammographie, les femmes doivent avoir une vraie discussion avec leur médecin et être capable de comparer les bénéfices et les risques» insiste le Dr Pace

TUBERCULOSE :

Lancement prochain d'une nouvelle version du guide de prise en charge des patients tuberculeux

Le ministère de la Santé procédera prochainement au lancement d'une nouvelle version du guide de prise en charge des patients tuberculeux, a indiqué le chargé du programme national de lutte contre cette maladie, Pr. Sofiane Ali Halassa, faisant état d'un recul significatif des cas ces dernières années. Dans une déclaration à l'APS à la veille de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose célébrée le 24 mars de chaque année, le même responsable a fait savoir que le "dernier guide élaboré par le ministère remonte à 2011, mais en 2019, la Covid-19 a retardé son actualisation. Une nouvelle version sera prochainement lancée en

application des recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en vue d'améliorer la prise en charge des patients". Le chargé du programme national, également pneumologue à l'EPH Blida, a affirmé que la prise en charge de la tuberculose en 2022 avait connu un nouveau départ suite à la relance et à l'amélioration des différentes activités médicales, suspendues en raison du Covid-19. Les cas de tuberculose enregistrés ont sensiblement baissé ces dernières années grâce à la formation continue des professionnels de la santé, à l'approvisionnement des établissements hospitaliers, la disponibilité du

traitement au niveau national et l'amélioration des conditions de vie du citoyen. La maladie a été transmise à 25 cas sur 100.000 habitants en 2005 et 9 cas sur le même nombre de population en 2021, a-t-il indiqué ajoutant qu'il est prévu selon les données du ministère une baisse à 7 cas en 2022. Les cas de tuberculose hors ceux pulmonaires ont enregistré une baisse depuis 2021, et ce, suite au renforcement du diagnostic. A ce propos, Pr. Halassa a mis l'accent sur l'importance de "d'unifier le traitement pour les cas de tuberculose pulmonaire et hors pulmonaire conformément aux recommandations du ministère de la

santé", relevant l'attachement du ministère à la lutte contre cette pathologie qui atteint les autres organes dont les os, les reins et le péricarde. Ces cas sont répandus chez les personnes à faible immunité. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande le dépistage des cas légers de tuberculose, notamment chez les groupes à haut risque dont les personnes atteintes du VIH et au cas où un membre de la famille est atteint, a indiqué Pr. Halassa citant les autres cas à l'instar des patients ayant bénéficié de greffe de reins et ceux souffrant d'insuffisance rénale ou subissant un traitement biologique entraînant une carence de l'immunité.

CORONAVIRUS:

un nouveau cas et aucun décès ces dernières 24h

Un nouveau cas de coronavirus (Covid-19) a été enregistré et aucun décès n'a été déploré, alors qu'une seule guérison a été recensée ces dernières 24 heures en Algérie, indique lundi le ministère de la

Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 271.569 cas, celui des décès se stabilise à 6.881 cas, alors que le nombre total des patients guéris passe à 182.860 cas.

CANCER :

Première implantation d'un larynx artificiel

Une équipe des Hôpitaux de Strasbourg a implanté un larynx artificiel chez un homme de 65 ans atteint d'un cancer. Un espoir pour les patients atteints d'un cancer du larynx. Les Hôpitaux universitaires de Strasbourg et la société ProTip, qui développe des dispositifs médicaux pour les patients qui souffrent d'un dysfonctionnement du larynx, viennent d'annoncer avoir réalisé il y a déjà un an, l'implantation du premier larynx artificiel chez un patient humain. Cette opération réalisée sur un homme âgé de 65 ans souffrant d'un cancer du larynx, a permis à ce dernier retrouver l'usage des voies respiratoires supérieures. «Nous devons encore effectuer de nombreux tests cliniques avant que l'implant de ce larynx artificiel ne devienne une procédure de routine» déclare le Pr Debry, du service ORL des Hôpitaux universitaires de Strasbourg, qui a réalisé cette opération avec succès après plus de 20 ans de travaux de recherche entamés dans le cadre de sa thèse de doctorat alors qu'il était encore étudiant.

Larynx artificiel : comment ça marche

Au cours d'une première opération, l'équipe de chirurgiens a procédé à l'ablation du larynx du patient atteint de cancer et a implanté le premier composant du larynx artificiel : une bague en titane permettant de rétablir le lien entre la base de la langue et la trachée. «Du fait du type de matériau dont il est composé, la bague est

capable de s'intégrer avec les tissus environnants et, par conséquent, de devenir partie intégrante de la gorge» a expliqué le Pr Debry. Quelques semaines plus tard, les chirurgiens ont procédé à la seconde intervention et posé le larynx artificiel : un dispositif amovible composé de valves qui reproduit les fonctions naturelles du larynx et permet ainsi de respirer par voie haute. « Cette première chirurgicale ouvre la voie vers une procédure qui constitue une nouvelle source d'espoir pour les patients atteints d'un cancer du larynx. A terme, les patients pourront ainsi retrouver leur capacité à respirer mais aussi à parler et manger normalement » a insisté le PDG de la société qui a créé ce dispositif médical.

Cancer du larynx : un espoir pour les patients

Pendant plus de 20 ans, le Pr Debry a travaillé à la mise au point de ce larynx artificiel afin d'améliorer la qualité de vie de ses patients.

En effet, les patients opérés du larynx éprouvent souvent des difficultés à retrouver une vie normale, en raison notamment de la trachéostomie (l'ouverture des voies respiratoires au niveau de la gorge). Ils doivent alors suivre de longues séances d'orthophonie pour apprendre à respirer et à parler avec l'œsophage. Le larynx artificiel apporte donc un véritable espoir pour ces patients qui pourront à nouveau respirer par le nez et le larynx.

ERADICATION DE LA TUBERCULOSE: Un engagement ferme de l'Etat

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a affirmé, lundi à Alger, que l'éradication de la tuberculose constituait un engagement ferme de l'Etat et l'une des principales priorités du système de santé. L'éradication de cette maladie constitue un engagement ferme de l'Etat et l'une des principales priorités du système, a indiqué M. Saihi à l'occasion d'une journée d'étude organisée dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose, le 24 mars, sous le thème choisi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) "Oui! Nous pouvons mettre fin à la tuberculose!" et sous le slogan national "Eradiquons la tuberculose". Pour le ministre, cet objectif requiert la sensibilisation, l'éducation et la communication pour prévenir et prendre en charge cette maladie. Après avoir présenté un exposé sur le nombre de cas et de décès enregistrés à travers le monde et les efforts consentis dans le cadre des objectifs du développement durable pour éliminer cette maladie à l'horizon 2030, le premier responsable du secteur a précisé que les données du ministère font état de plus



de 18.420 cas de tuberculose en 2022, avec plus de 4.600 cas (soit 25,26%) de tuberculose pulmonaire dont 4.485 cas de tuberculose contagieuse ainsi que d'une baisse constante enregistrée depuis plus de 10 ans. Concernant les cas de tuberculose extra-pulmonaire, le ministre a rappelé que 13.769 cas (74,74%) ont été recensés, ce qui exige une réorientation des priorités pour la combattre à l'avenir. Par ailleurs, il a salué "les efforts déployés par la commis-

sion d'élaboration du guide de lutte contre la tuberculose" qui permettra, a-t-il dit, d'adapter les procédures techniques du programme national de lutte contre cette maladie conformément aux nouvelles recommandations de l'OMS et aux changements démographiques, épidémiologiques et thérapeutiques. Pour sa part, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, Dr Nouhou Hamadou, qui a procédé à la lecture du message

de la directrice régionale pour la région Afrique, a salué les efforts consentis par l'Algérie dans la lutte contre la tuberculose, notamment par la prévention (vaccin), le diagnostic et le dépistage précoce, ainsi que la fourniture des médicaments. L'OMS réitère son appui pour accompagner le pays vers l'atteinte des cibles énoncées dans les objectifs de développement durable en matière de lutte contre la tuberculose à l'horizon 2030, a-t-il ajouté.

COVID-19 : L'OMS appelle Washington à partager ses renseignements sur l'origine du virus

L'OMS sollicite les Etats-Unis pour en apprendre davantage sur l'irruption de la pandémie. Alors que le FBI et le ministère américain de l'Energie ont jugé qu'une fuite de laboratoire était à l'origine de la pandémie de Covid-19, l'OMS a exhorté vendredi tous les pays à partager leurs informations.

Si un pays dispose d'informations sur les origines de la pandémie, il est essentiel que ces informations soient partagées avec l'OMS et la communauté scientifique internationale », a déclaré le directeur général de l'organisation, Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors de sa conférence de presse régulière. Il ne s'agit pas de « désigner des coupables », a-t-il indiqué, mais de « faire progresser notre compréhension sur la façon dont cette pandémie a commencé, afin que nous puissions prévenir les futures épidémies et pandémies, nous y préparer et y répondre ».

Des hauts responsables sollicités aux Nations Unies

Le directeur du FBI Christopher Wray estimait cette semaine qu'un accident de laboratoire à Wuhan était « très probablement » à l'origine de la pandémie de Covid-19, deux jours après une hypothèse similaire avancée par le ministère américain de l'Energie. Interrogée précisément à ce sujet, Maria Van Kerkhove, responsable de la réponse au Covid à l'OMS, a expliqué que l'agence avait demandé des informations auprès de hauts responsables de la Représentation américaine auprès des Nations unies à Genève. « Nous avons



adressé des demandes (...) pour obtenir des informations sur le dernier rapport du Département de l'Energie, mais aussi sur les rapports supplémentaires de différentes agences

américaines », a-t-elle détaillé. « Pour l'instant, nous n'avons pas accès à ces rapports ou aux données qui ont permis d'élaborer ces rapports », a-t-elle affirmé. La commu-

nauté scientifique estime qu'il est crucial de connaître les origines de ce fléau pour pouvoir mieux le combattre ou même éviter une prochaine pandémie.

TROIS ANS DU COVID-19 : En avons-nous tiré les enseignements pour prévenir de futures pandémies ?

Après trois ans de coronavirus, se pose la question de savoir si la France est prête à faire face aux prochaines pandémies qui sévront. La « mystérieuse pneumonie chinoise ». C'est comme cela que tout a commencé il y a trois ans : un virus inconnu mis au jour sur un marché de Wuhan en Chine, fin décembre 2019. Le 24 janvier 2020, les tout premiers cas français sont identifiés. A l'époque, autorités et scientifiques se veulent confiants : il n'y a pas de risque d'épidémie en France. La suite, tout le monde la connaît. Pandémie, confinement, PCR, gestes barrières, masques, couvre-feu, vaccins et vagues successives ont imprégné notre vocabulaire et notre quotidien au temps du Covid-19. Mais trois ans plus tard, quels enseignements avons-nous su tirer de la crise sanitaire ? Sommes-nous parés à faire face à la prochaine menace pandémique ?

« Ce n'est pas si, mais quand » aura lieu la prochaine pandémie

Première leçon retenue : « la question de la prochaine pandémie n'est pas de savoir si elle aura lieu, mais quand, indique le Pr Bruno Lina, virologue et membre du Covars, le Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires qui a succédé au Conseil scientifique. Auparavant, ce n'était pas un avis partagé et compris par la population ni même par un certain nombre de décideurs. Quand on travaillait sur les plans pandémiques, les gens disaient "c'est de la science-fiction, ça n'arrivera jamais". C'était ésotérique ». Pourtant, au regard de ce qui s'est passé ces dernières années, « avec les épidémies de H1N1, chikungunya, Zika, Ebola puis de Covid-19, il a fallu se rendre à l'évidence, abonde le Pr Yazdan Yazdanpanah, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Bichat et directeur de l'ANRS Maladies infectieuses émergentes. Urbanisation, réchauffement climatique, évolution du contact de l'homme avec son environnement, et déplacements humains rapides et massifs : la probabilité d'une prochaine pandémie est d'autant plus importante du fait de ces facteurs ». Pour les

deux scientifiques, ce constat « montre aujourd'hui à quel point il est important de se préparer à ce risque ».

Des outils clés nés de la crise

Et il y a trois ans, quand les premiers cas Covid sont détectés au sein du service du Pr Yazdanpanah, personne n'était préparé à ce risque. « On a très rapidement su que c'était un coronavirus très proche du SRAS, le syndrome respiratoire aigu sévère, se souvient-il. Mais à un moment donné, on s'est trompé : par mimétisme, on a pensé que le Covid ne se transmettait qu'entre personnes symptomatiques, alors que non. Et l'ampleur de la pandémie a été très liée à ce facteur ». Elle a été liée aussi au manque de masques. « Il y a une prise de conscience assez aiguë que maintenir des stocks stratégiques a un intérêt et qu'il ne faut pas les réduire en dehors des périodes de crise », assure le Pr Lina. Contactée par 20 Minutes, la Direction générale de la Santé (DGS) n'a pas répondu à nos sollicitations sur la reconstitution de ces stocks d'Etat. A ce moment-là, « la situation était tellement complexe que le politique a eu besoin d'un soutien scientifique complémentaire de celui apporté par les agences sanitaires, avec la création du Conseil scientifique, un moyen d'éclairer le politique qui s'est inscrit dans la durée ». En outre, « on a démultiplié nos capacités de diagnostic, tant en termes de volume que de diversité et de séquençage, insiste le Pr Lina. Et on peut capitaliser là-dessus : si une nouvelle pandémie se déclarait, on serait meilleurs qu'avant le Covid. Sur le suivi épidémiologique aussi, grâce aux bases de données qui permettent d'avoir un suivi très précis en termes d'incidence, de variations régionales et de vaccination ».

Identifier et surveiller les pathogènes Toutefois, pour être vraiment prêts, « il faut anticiper, en identifiant en amont les pathogènes qui ont le plus de probabilités d'évoluer vers une pandémie : les coronavirus, mais aussi les arboviroses, comme la dengue ou Zika, transmis par les moustiques, rappelle le Pr Yazdanpanah. On doit surveiller ces pathogènes là,



étudier leurs modes de transmission et leur sévérité, cela fait partie de notre feuille de route ». Mais pour qu'elle soit efficace, la surveillance doit être globale, et « s'inscrire dans une coopération internationale », insiste le Pr Yazdanpanah. Et s'articuler « avec un système de veille qui inclue la surveillance animale, humaine et environnementale, ajoute le Pr Lina. C'est déterminant pour espérer maîtriser une émergence avant qu'elle n'impacte l'homme ». Depuis 2022, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) travaille ainsi à l'élaboration d'un texte visant à « renforcer la prévention, la préparation, la réponse en cas de pandémie ». « Les leçons de la pandémie ne doivent pas être ignorées », a commenté le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Innover et créer des ponts

Ensuite, « une fois les pathogènes à risque pandémique identifiés, il faut innover, explique le Pr Yazdanpanah. En élaborant en amont des outils diagnostics, thérapeutiques et des vaccins, dont le développement serait alors accéléré en cas d'émergence d'une pandémie ». Car le facteur temps est un élément clé. « Durant la crise Covid, la recherche et l'innovation n'ont pas travaillé ensemble,

souligne-t-il. Il faut établir des ponts entre les deux. Certes, des vaccins ont vu le jour en un temps record, mais si demain une nouvelle pandémie éclate et qu'il faut vacciner l'humanité, les critères de production, de conservation, de coût et d'équité devront être appréhendés dès le départ. Des vaccins trop chers à produire ou difficiles à conserver affectent l'efficacité de la réponse apportée ». Autre pont à établir : celui entre les bases de données, « qui ne sont pas reliées, déplore le Pr Lina. Aujourd'hui, il faut consulter une base pour savoir si un individu est vacciné, et une autre pour savoir s'il a déjà été infecté, mais il n'y a pas de centralisation des informations. Il faudrait, sur le modèle danois, un numéro identifiant unique de santé qui permettrait d'avoir un outil de suivi sanitaire vraiment puissant et efficace ».

Prévention et bon dosage des mesures

En attendant, « il faut mettre l'accent sur la prévention », pressent les deux scientifiques. « L'élément clé qui a permis de contrôler cette pandémie, c'est la vaccination, rappelle le Pr Lina. L'adhésion a été très forte dans la phase la plus aiguë de la crise sanitaire, mais une fois le pass sanitaire abandonné, les taux de vaccination pour les campagnes de rappel ont chuté. On a un travail considérable à faire en France pour restaurer la confiance dans la vaccination », estime le virologue. D'autant que « l'on sait que les plus touchées par ces émergences sont les populations les plus vulnérables, renchérit le Pr Yazdanpanah. D'où l'importance de trouver comment favoriser auprès de ce public l'acceptation de ces mesures ». Si au plus dur de la crise sanitaire, les Français ont respecté le confinement, porté le masque et se sont fait vacciner en masse, « pour favoriser dans le temps l'adhésion à ces mesures barrières, il faut qu'elles soient utilisées à bon escient, seulement le temps où elles sont nécessaires, insiste le Pr Lina. Ce qui implique de savoir dire aussi quand elles ne le sont plus ».

ETATS-UNIS :
Une femme meurt à cause d'un fœtus calcifié dans son ventre depuis neuf ans



Cette réfugiée congolaise de 50 ans n'a jamais voulu se faire opérer, après le diagnostic des médecins. Une femme de 50 ans est décédée d'une malnutrition aiguë aux Etats-Unis, à cause d'un fœtus calcifié qu'elle portait dans son ventre depuis neuf ans.

Ce cas a été relayé début mars dans la revue scientifique BMC Women's Health et repéré par nos confrères de Sud-Ouest. Ce phénomène rare appelé le lithopédion débute par une grossesse extra-utérine qui n'arrive pas à terme.

Le fœtus n'étant pas expulsé, il se calcifie. Tout a débuté en Tanzanie, dans un camp de réfugiés que cette femme d'origine congolaise avait rejoint après avoir fui son pays. Elle y avait fondé une famille de huit enfants, dont trois sont décédés peu après la naissance. Mais sa neuvième grossesse s'est mal déroulée. Le centre de santé du camp avait bien constaté que le fœtus n'était plus viable et avait demandé à la patiente d'attendre qu'il soit expulsé.

Fœtus mort au bout de vingt-huit semaines

La Congolaise a ensuite gagné les Etats-Unis, sans avoir subi d'intervention médicale. Au bout de plusieurs années, elle s'est présentée aux urgences pour « des symptômes de douleurs et d'inconfort abdominaux, de dyspepsie chronique et de sensation de gargouillement ». Les analyses ont révélé qu'elle possédait un fœtus calcifié, soit un lithopédion. Le fœtus était âgé de vingt-huit semaines quand il a cessé d'être alimenté par la mère.

Les médecins ont proposé une intervention chirurgicale pour débarrasser la mère de son fœtus mort, mais celle-ci a refusé, pensant avoir été victime d'un sortilège en Tanzanie. « Malheureusement, elle est décédée 14 mois après sa réinstallation d'une malnutrition sévère, dans un contexte d'occlusion intestinale récurrente et de peur persistante de se faire soigner », peut-on lire dans l'étude.

Transformé en pierre

La survenue d'un lithopédion est extrêmement rare. Moins de 300 cas ont été rapportés depuis la découverte d'un exemple en France en 1582, indique l'étude. Dans le détail, la calcification du fœtus survient « dans environ 1,5 à 1,8 % des grossesses extra-utérines et dans 0,00045 % de toutes les grossesses ».

Le Médiateur de la République affirme la disponibilité de son instance à construire des ponts de coopération avec le CSJ

Le Médiateur de la République, Madjid Ammour, a affirmé, lundi, la disponibilité de son instance à construire des ponts de coopération avec le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), à travers une prise en charge optimale des préoccupations de cette catégorie de la société, a indiqué un communiqué du Médiateur de la République. M. Ammour a en outre affirmé lors d'une rencontre avec le président du CSJ, Mustapha Hidaoui, "la disponibilité de son instance à construire des ponts de coopération avec le Conseil à travers une prise en charge optimale des préoccupations des jeunes", souligne la même source. De son côté, M. Hidaoui a salué cette initiative, mettant l'accent sur "les efforts consentis par le CSJ pour la prise en charge des préoccupa-



tions des jeunes, et qui rejoignent le rôle de la Médiation de la République dans la prise en charge des préoccupations des citoyens en général". Les deux parties ont en outre souligné, l'importance de "jeter les bases d'une coopération bilatérale au niveau local à travers la mise en place d'un cadre de coordination et de concertation entre les élus locaux du CSJ et les représentants locaux du Médiateur de la République, dans le but d'assurer une prise en charge rapide et efficace des préoccupations des jeunes", ajoute le communiqué. "La possibilité d'organiser des festivités et des activités conjointes visant à valoriser le travail de la jeunesse et à faciliter son intégration dans les activités vitales du pays", a également été évoquée, selon la même source.

ORAN : Ouverture de 9 marchés de produits alimentaires durant le mois de ramadhan

Neuf (9) marchés de vente de produits alimentaires ont été ouverts dans la wilaya d'Oran, à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale du Commerce et de la promotion des exportations. La même source a indiqué qu'un programme a été établi pour assurer un approvisionnement de ces marchés, répartis à travers les communes, chef-lieu de daïras, à savoir Oran, Arzew, Bir El Djir, Bethioua, Boutléis, Es-Sénia, Aïn El Turck, Gdyl, et Oued Tlélât, dans le cadre des efforts déployés pour la régulation du marché, la lutte contre la spéculation et assurer une disponibilité des marchandises à des prix concurrentiels. Participent dans cette initiative, divers opérateurs économiques producteurs de légumes et fruits, aux côtés des coopératives des céréales et des légumes secs ainsi que le groupe public des industries alimentaires "Agrodiv", a-t-on fait savoir. Dans le même sillage, il a été procédé à l'ouverture de quatre (4) points de vente relevant de la Coopérative des céréales et légumes secs dont trois au chef-lieu de wilaya et un autre point de vente dans la commune de Gdyl, en attendant l'ouverture d'autres points dans les prochains jours à travers les communes.

Le nombre de points de vente du groupe "Agrodiv" a atteint 5 dans la wilaya dont trois (3) dans la commune d'Oran, à l'instar de haï El Hamri, Es-Seddikia (ex Gambetta) et le Palais des expositions (ex EMEC) à haï Médina Jdida, ainsi qu'à haï El Yasmine dans la commune de Bir El Djir. En ce qui concerne, la disponibilité en viandes blanches durant le mois de jeûne, le complexe avicole de l'Ouest a procédé à l'ouverture de 3 points de vente au niveau du Palais des expositions à haï Médina Jdida, haï Sidi El Bachir (ex Plateau) à Oran et au niveau de la commune de Hassi Ameur, a-t-on assuré. D'autre part, la direction du Commerce et de la promotion des exportations d'Oran a mobilisé 150 équipes pour le contrôle de la qualité et la répression des fraudes ainsi que le contrôle des pratiques commerciales durant le mois de Ramadhan avec 311 agents de contrôle, selon la même source.

PROMOTION DE TAMAZIGHT: Programme annuel de soutien aux associations et aux chercheurs

Le Haut-commissariat à l'amazighité (HCA) a annoncé lundi le lancement de son programme 2023 d'accompagnement et de soutien aux associations agréées et aux chercheurs universitaires en vue de contribuer à la promotion et au développement de la langue amazighe. Ce programme vise à "soutenir les projets culturels proposés par les associations nationales, de wilaya et locales tendant à contribuer à la valorisation et à la préservation du patrimoine culturel amazigh matériel et immatériel", précise le HCA. Ce soutien, poursuit la même source, concerne les associations désirant "organiser des activités culturelles pour mettre en exergue la dimension amazighe ou encore organiser des ateliers de formation pour les différents arts à caractère amazigh". Le soutien du HCA concerne aussi les associations souhaitant "lancer des ateliers pour l'enseignement de Tamazight pour les différentes franges de la société, outre l'appui aux initiatives d'édition de livres et à l'innovation en matière de technologie et de digitalisation en langue amazighe". A cet effet, le HCA a appelé les associations désirant bénéficier du soutien financier

الجانطة السامية للأمازيغية
ASQAMU UNNIG N TIMMUZTA

نداء للجمعيات

www.hcamazighite.dz
023 49 06 99
contact@hcamazighite.dz
HCAmazighite

à visiter le site web: <https://hcamazighite.dz/ar/page/travailler-avec-nous> en vue de télécharger un formulaire fixant les documents nécessaires pour la constitution d'un dossier complet à déposer avant le 20 juillet 2023. Quant au deuxième axe de son programme annuel, le HCA appelle les chercheurs spécialisés à réaliser des projets de recherche en matière d'adaptation linguistique en vue de développer la langue amazighe avec toutes ses variantes linguistiques au cours de cette année. Pour le choix des projets d'études, la direction de l'éducation et de la recherche a mis en place un cadre d'évaluation supervisé par un jury qui prend en considération les projets de recherche dédiés à

deux domaines résumant les champs d'intérêt du HCA.
Le premier domaine est lié aux "études lexicologiques, les dictionnaires généralistes et spécialisés, des recherches sur les variantes du Tamazight utilisées à l'échelle nationale". Pour ce qui est du second domaine, il concerne les travaux scolaires et parascolaires sur l'analyse critique des manuels parascolaires édités et publiés à ce jour, en sus de la production des manuels de la dictée et de la grammaire dédiés aux débutants et ceux ayant un niveau moyen. Les personnes désirant bénéficier de l'accompagnement peuvent consulter les détails et conditions sur le site électronique: www.hcamazighite.dz.

ACCIDENTS DE LA ROUTE EN ZONES URBAINES: 4 morts et 118 blessés en une semaine

Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 118 autres ont été blessées dans 92 accidents de la route survenus en zones urbaines durant le weekend dernier, selon un bilan rendu public, lundi, par les services

de la Sûreté nationale. Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents, selon la même source. Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle les usagers de la

voie publique à la prudence et au respect du code de la route, rappelant les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24 pour tout signalement.

CORNE DE L'AFRIQUE: Le PAM met en garde contre une insécurité alimentaire « sans précédent »

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies a mis en garde vendredi contre la persistance de niveaux « sans précédent » d'insécurité alimentaire aiguë dans les pays de la Corne de l'Afrique touchés par la sécheresse. Dans son dernier rapport sur la situation et la réponse à la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, le PAM indique que les pays de la région, dont

l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie, sont confrontés à une grave sécheresse depuis deux ans et demi, après cinq saisons de pluies infructueuses. La région connaît actuellement la sécheresse la plus grave et la plus prolongée depuis des décennies, entraînant des niveaux sans précédent d'insécurité alimentaire aiguë dans le sud et le sud-est de l'Éthiopie, les terres arides et semi-

arides du Kenya et une grande partie de la Somalie, selon le PAM. Rappelant que la Corne de l'Afrique est connue pour ses sécheresses récurrentes, le PAM indique que la situation a été exacerbée par divers facteurs tels que la croissance démographique, la volatilité macroéconomique, les pandémies, l'extrême pauvreté et les conflits.

"L'Iftar à la Casbah d'Alger", nouvelle tendance des agences de tourisme local

Ils sont de plus en plus nombreux à vouloir prolonger la dynamique touristique de la Casbah d'Alger pendant le mois sacré de ramadan, agences de tourisms et guides spécialisés rivalisent de créativité et d'authenticité pour proposer des offres de visites et des Iftar entre les murs de cette cité millénaire. Agences de tourisme, guides locaux, restaurateurs, et propriétaires de tables d'hôtes, ont décidé cette année de tenter le pari de sortir quelque peu la Casbah de sa torpeur et de son rythme habituel du mois sacré, généralement synonyme de pause pour les visiteurs et l'activité touristique. Pendant ce mois, ce site historique habité, classé au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco, est plus connu pour ses marchés populaires, ses vieilles pâtisseries, ses rares cafés restaurés et ses mosquées séculaires, mais aussi pour certaines traditions aujourd'hui disparues, mais ancrées dans la mémoire collective. Impliquant des demeures connues comme Dar Echdjour, ou des acteurs touristiques locaux comme l'ébéniste Khaled Mahiout qui ouvre sa célèbre terrasse pour la rupture du jeûne, en plus d'une main œuvre locale derrière les fourneaux, ces opérateurs de tourisme prolongent un peu l'engouement pour la Casbah d'Alger avec le retour des beaux jours. La formule proposée reste cependant simple et authentique et consiste en une visite guidée classique, au départ de la station-musée du métro de la Place des Martyrs, quelques heures avant la rupture du jeûne, un Iftar dans l'une des demeures associées, une soirée musicale et une balade nocturne dans les ruelles de la cité. Selon le choix du visiteur, le repas est servi dans un grand patio décoré de zelij et de colonnes ou sur le point de vue le plus haut de la Casbah, le célèbre "Stah El Bahdja", ou d'autres demeures associées. Au-delà des lieux, la touche d'authenticité de circonstance se trouvera d'abord dans les plats, avec un menu puisé dans le patrimoine culinaire de la ville, et l'incontournable orchestre de musique chaabi et hawzi, installé dans le patio ou les terrasses. Après quelques soirées, tenues l'an dernier pour sonder les possibilités, les nombreux organisateurs qui commercialisent "L'Iftar à la Casbah", s'accordent à affirmer "l'engouement" des visiteurs pour cette formule, et confirment une tendance pour les "sorties Iftar", "de plus en plus demandées depuis les ramadan coïncidant avec la saison estivale". Guides et habitants, saluent pour leur part cette nouvelle offre qu'ils comptent encore développer et étendre à d'autres lieux de la Casbah, et œuvrent pour une plus grande implication des habitants et des collectivités locales, "l'activité nocturne ayant ses propres impératifs". Cette nouvelle orientation de création de richesse et d'implication des habitants sans investissements lourds, répond aux exigences de l'Unesco, exprimées à Alger en 2017, lors de la réunion internationale sur la conservation et la revitalisation de la Casbah d'Alger. Des experts de l'agence onusienne spécialisés dans la réhabilitation des centres historiques des villes anciennes avaient recommandé, entre autres, la "création d'emplois et de petits commerces" impliquant les habitants et la "récupération d'espaces publics et l'implantation de centres sociaux attractifs".

FAILLITE DE SVB : « Un risque sérieux » pour le Royaume-Uni selon le gouvernement

La banque californienne travaillait avec de nombreuses start-up britanniques. Le Trésor britannique se voulait rassurant. Le ministre des Finances, Jeremy Hunt, semble pour sa part moins serein.

Il a estimé dimanche que la faillite de la banque californienne Silicon Valley Bank (SVB) mettait en danger le secteur de la tech britannique. « Il existe un risque sérieux pour nos secteurs de la technologie et des sciences, dont beaucoup font affaire avec cette banque », a déclaré Jeremy Hunt lors d'une interview accordée à la chaîne de télévision britannique Sky News.

« A la recherche d'une solution » La Silicon Valley Bank, une banque californienne, a été fermée vendredi par les autorités américaines et l'Agence américaine de garantie des dépôts, la FDIC, a pris le contrôle de l'établissement, qui devrait rouvrir lundi sous un nouveau nom. Hunt a déclaré qu'il s'était entretenu ce week-end avec le Premier ministre Rishi Sunak et le gouverneur de la Banque d'Angleterre Andrew Bailey, et qu'ils travaillent « à un rythme soutenu à la recherche d'une solution ». Il a ajouté que ce plan permettrait de répondre aux besoins de trésorerie des entreprises touchées par l'implosion de la banque, prêteur de « certaines de nos entreprises les plus prometteuses et les plus excitantes ».

Sauvetage par la Bank of London ?

Peu connue du grand public, SVB s'était spécialisée dans le financement des start-up et était devenue la 16e banque américaine par la taille des actifs. Sa disparition



constitue non seulement la plus grande faillite bancaire depuis celle de Washington Mutual en 2008 mais aussi la deuxième plus grosse défaillance d'une banque de détail aux Etats-Unis. La banque ne parvenait plus à faire face aux retraits massifs de ses clients, principalement des acteurs de la tech, et ses ultimes tentatives de lever de l'argent frais n'ont pas abouti. Samedi,

le Trésor britannique a assuré que les problèmes de SVB étaient « spécifiques » et n'avaient « pas d'implications sur d'autres banques exerçant au Royaume-Uni ». Concernant la branche britannique de SVB, la Banque d'Angleterre a expliqué dans un communiqué samedi matin qu'« en l'absence d'informations supplémentaires significatives », elle avait « l'inten-

tion de demander au tribunal de placer la Silicon Valley Bank UK Limited dans une procédure d'insolvabilité bancaire ». La chaîne de télévision britannique Sky News rapporte de son côté, sans donner plus de détails, que la jeune Bank of London, ouverte il y a deux ans, est en train d'étudier les possibilités de sauvetage de la filiale britannique de la SVB.

ZONE EURO : Les crédits au secteur privé au ralenti

La croissance des crédits accordés au secteur privé en zone euro a pour suivi son repli en février, avant même le retour des craintes sur le secteur bancaire qui pourraient accentuer le durcissement des conditions de crédit, a indiqué lundi la Banque centrale européenne. Les prêts au secteur privé, ajustés de certaines opérations strictement financières, ont progressé de 4,3% sur un an, soit le cinquième mois d'affilée en retrait sur fond de relèvement des taux qui conduit à freiner la demande de crédit. La faillite de la banque californienne Silicon Valley Bank (SVB) le 10 mars, comme le rachat forcé du Credit Suisse par UBS, ont généré des inquiétudes sur la solidité du secteur bancaire aux Etats-Unis et en Europe. Dans ce contexte, la BCE n'a pas tremblé en relevant de nouveau ses taux en mars. La hausse cumulée atteint 3,5 points de base depuis juillet, pour tenter de calmer l'inflation élevée dans le sillage de la crise ukrainienne. Le scénario de la BCE d'un retour de l'inflation vers 2% en 2025, contre plus de 8% en février, montre qu'il y a "du chemin à faire pour contenir les pressions inflationnistes", a souligné sa présidente Christine Lagarde la semaine dernière. Le resserrement monétaire produit lui ses effets sur le crédit bancaire: les prêts accordés aux entreprises ont ralenti leur progression en janvier à 5,7% sur un an, contre près de 9% quatre mois plus tôt. La croissance des crédits accordés aux ménages a également ralenti, à 3,2%, contre un niveau de 4,5% l'été dernier. Dans cet ensemble les prêts au logement reculent en volume de 1,0%. En février la masse monétaire au sens étroit (M1), un indicateur avancé de la croissance qui inclut les dépôts à vue, a accéléré son recul à 2,7% en rythme annuel, selon la BCE.

CONSOMMATION :

Pourquoi de plus en plus de grandes marques se lancent dans le marché de la seconde main

« La seconde main, il faut y aller »

« Trop de vêtements dorment dans les armoires de Français », selon Pierre-François Le Louët, c'est aussi le cas des produits Petit Bateau. Delphine Lebas est la directrice RSE de la marque. « La durabilité, c'est dans l'ADN de Petit Bateau, affirme-t-elle. Travailler dans le textile, c'est prendre ses responsabilités et accompagner une transformation du modèle de vente ». Elle fait le parallèle avec l'arrivée d'Internet. « Avant, on regardait le digital et on se demandait ce que ça allait donner. Aujourd'hui, tout le monde s'en sert. La seconde main, c'est pareil, il faut y aller ». Un concept donc très prometteur, à en croire Mathilde Lespets, chargée de projet innovation et développement durable à la Fédération de la Maille, de la Lingerie et du Balnéaire. Selon elle, « le marché de la seconde main va vite dépasser le marché du vêtement neuf ». Vendre et acheter un produit qui a déjà vécu, c'est aussi minimiser l'impact sur les ressources qui sont normalement sollicitées, notamment l'eau, le carbone ou les matières premières. Mais se pose la question de la livraison. En effet, une majorité de marques qui proposent de la seconde main, le font via un e-shop. Ont-elles trouvé ou imaginé des solutions pour adoucir les incidences sur l'environnement ? C'est une question qui se pose chez Aigle, qui se défend en affirmant ne travailler qu'avec Colissimo, « dont l'empreinte carbone est nulle ». Nadine Cottet poursuit en émettant un souhait à plus long terme qui serait de « compenser le transport avec Inuk », société qui pro-

met aux entreprises de réduire leurs émissions carbone grâce aux énergies renouvelables. Les efforts sont plus timides chez Sandro, qui utilise tout de même « un packaging minimaliste avec du carton recyclé et recyclable » ainsi que « la livraison en point relais au lieu de la livraison à domicile », selon Khalida Chami, directrice RSE chez Sandro.

Ecolo... Jusqu'au bout du fil ? Petit Bateau, qui lui en revanche propose son service de seconde main dans trois boutiques, a adopté le « downcycling », c'est-à-dire le fait d'utiliser les fibres des vêtements dans la fabrication d'isolants pour les habitations. Delphine Lebas évoque également un deuxième procédé écoresponsable : « Un de nos véritables enjeux pour demain, c'est de fermer la boucle de l'économie circulaire en démembrant nos produits, en les retransformant en fibre, en fil, puis en produit Petit Bateau », appelé le " textile-to-textile ". Elle conclut : « Nous sommes même engagés dans le projet européen de mode circulaire SCIRT, dont Décathlon fait également partie ». Si les marques répondent à un besoin de leurs clients, la seconde main a d'autres avantages. « On propose ces articles pour faire plaisir à notre clientèle, pour leur donner une seconde vie et aussi les rendre plus accessibles aux gens qui n'ont pas forcément les moyens », rapporte Nadine Cottet. Elle est également un gage de qualité. « Il s'agit d'une vraie demande de nos clients, puisque ce sont eux qui se passent les vêtements de mains en mains, de génération en génération, explique Delphine Lebas. Ce sont eux qui nous disent que nos produits ont une vraie durée dans le temps ».

« Il s'agit d'une vraie demande de nos clients »

Par ailleurs conscientes de devoir de donner la meilleure expérience client à travers ce concept récent, l'aide de prestataires s'impose pour les marques. Tant dans le contrôle qualité des produits rapportés que dans les formalités. Aigle, Le Slip Français, Balzac et Sandro travaillent notamment avec Faume, entreprise française créée il y a un an et demi. « On les a formés sur les produits, nous avons établi un cahier des charges avec eux », détaille Khalida Chami. Freepry, une autre entreprise française, elle aussi créée il y a un an et demi, « travaille avec Petit Bateau pour optimiser les ventes de ses articles de seconde en magasin », rapporte Mathilde Lespets, chargée de projet innovation et développement durable à la Fédération de la Maille, de la Lingerie et du Balnéaire. Côté profit, Pierre-François Le Louët assure que « tout n'est pas drivé par le business » et que « les marques ne sont pas beaucoup d'argent ». « Elles se font environ 20-25 % de marge », souligne-t-il. Concernant les marques que 20 Minutes a contactées, il est plutôt question de marge nulle. Nadine Cottet précise qu'il ne s'agit pas d'un « objectif de rentabilité ». Quant à Khalida Chami, elle affirme que son équipe « n'image pas à court terme ce que soit une source de revenu ». En revanche, si un article de seconde main en particulier se vend très bien, Le Louët n'exclut pas que les marques veuillent à l'avenir se faire une marge (plus grande) et qu'ils « augmentent le prix de seconde main à l'avenir, et donc aussi le prix du neuf ».

INDONÉSIE :

Un groupe exploitant le nickel lance une levée de fond de près d'un milliard de dollars

Le conglomérat indonésien Harita Group veut lever près d'un milliard de dollars avec l'introduction en Bourse de ses activités liées au nickel, selon un document émis par le groupe. L'Indonésie, plus grand pays producteur de ce métal au monde, s'efforce de bâtir une filière du nickel complète, de l'extraction du minerai, à la transformation et la fabrication de batteries et véhicules électriques. La société PT Trimegah Bangun Persada, ou Harita Nickel, a dévoilé son projet d'introduction en Bourse par laquelle elle veut lever jusqu'à 15.119 milliards de roupies (983 millions de dollars). Le groupe gère via plusieurs filiales des mines et usines de transformation de nickel, notamment sur l'île d'Obi dans la province des Moluques du Nord. Il propose aux investisseurs jusqu'à 12,1 millions de titres, soit 18% de son capital, à un prix compris entre 1.220 et 1.250 roupies l'action. La vente des titres est prévue entre le 5 et 10 avril, pour une première cotation le 12 avril à la Bourse de Jakarta. Le groupe s'est associé à la société chinoise Lygend Resources pour établir la première usine de lixiviation par acide à haute pression (HPAL) du pays. Cette technologie permet d'obtenir un produit intermédiaire de nickel et de cobalt, nécessaire à la fabrication des batteries lithium-ion. L'Indonésie a interdit depuis 2020 les exportations de minerai de nickel afin d'établir une filière nationale de transformation du métal sur son sol et de stimuler les investissements. Les nouveaux projets et investissements dans le secteur se sont multipliés récemment, surtout de la part de groupes chinois. Le géant américain Tesla est en négociations pour établir une usine de véhicules électriques dans l'archipel, selon les autorités indonésiennes, ce que le groupe n'a pas confirmé.

GUERRE EN UKRAINE : La France va doubler, à 2.000 par mois, les livraisons d'obus à Kiev...

Les premiers chars lourds occidentaux sont arrivés en Ukraine, un apport de forces souhaité depuis longtemps par Kiev. Dans un message publié lundi sur Facebook, le ministre ukrainien de la Défense, Oleksii Reznikov, a annoncé que « des Challengers britanniques, des Strykers et des Cougars américains et des Marders allemands » se sont « ajoutés aux unités ukrainiennes ».



Le chancelier allemand Olaf Scholz a pour sa part annoncé lundi que Berlin a fourni des chars de combat Leopard « très modernes » à Kiev, et le ministère de la Défense a déclaré que 18 chars ont été livrés. La Russie a confirmé son projet de déployer des armes nucléaires tactiques en Biélorussie, son allié voisin de l'Ukraine et de l'Union européenne, malgré les vives critiques occidentales. Les Etats-Unis ont eux réaffirmé n'avoir aucune raison de penser que Moscou se préparerait à utiliser l'arme nucléaire, tout en condamnant l'annonce russe. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a rencontré lundi le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique Ra-

fael Grossi. Ce dernier doit se rendre cette semaine dans la centrale nucléaire de Zaporozie qui, selon lui, se trouve dans une situation « précaire ».

La Biélorussie accueillera des armes nucléaires russes en réponse aux « pressions » occidentales

La Biélorussie accueillera des armes nucléaires « tactiques » russes en réponse aux « pressions » occidentales « sans précédent », a affirmé mardi le ministère biélorusse des Affaires étrangères dans un communiqué. Le Biélorussie est « contrainte de prendre des mesures de riposte », tout en assurant que Minsk n'aura pas le contrôle sur ces armes et que leur déploiement « ne contredit en aucune

manière les articles I et II du traité de non-prolifération nucléaire ».

La France va doubler, à 2.000 par mois, les livraisons d'obus à l'Ukraine

La France va doubler le nombre d'obus de 155 mm livrés à l'Ukraine, les portant à 2.000 par mois, a annoncé le ministre des Armées Sébastien Lecornu dans un entretien au Figaro publié mardi. Paris va « livrer des équipements terrestres nécessaires à la contre-offensive de l'Ukraine : nous doublons ainsi la livraison d'obus de 155 mm pour la porter à 2.000 par mois à partir de cette fin mars », a-t-il affirmé dans un entretien croisé avec le ministre de l'Economie Bruno Le Maire. Les obus de 155 mm, tirés notamment

par les canons Caesar français ou Pzh 2.000 allemands et d'une portée pouvant atteindre 40 kilomètres, sont tirés chaque jour en quantités industrielles tant par les Russes que par les Ukrainiens.

Des images des Challengers 2 britanniques arrivés en Ukraine

« Ces machines fantastiques commenceront bientôt leurs missions de combat. Merci à tous, Rishi Sunak, Ben Wallace et à tous les habitants du Royaume-Uni », a tweeté le ministre de la Défense ukrainien.

L'Allemagne prévoit de multiplier par cinq son aide militaire à l'Ukraine, rapporte Der Spiegel

L'Allemagne prévoit de multiplier ses dépenses d'aide militaire à l'Ukraine dans les années à venir, les faisant passer de 3 milliards d'euros actuellement à plus de 15 milliards d'euros, selon le journal allemand.

Moscou annonce des essais de missiles antinavires en mer du Japon

La marine russe a procédé à des essais de missiles antinavires sur une cible factice en mer du Japon, a annoncé mardi le ministère russe de la Défense. Ces exercices de la flotte russe du Pacifique interviennent une semaine après la visite en Ukraine du Premier ministre japonais Fumio Kishida. « Dans les eaux de la mer du Japon, des navires lance-missiles de la flotte du Pacifique ont tiré des missiles de croisières Moskit sur une cible navale ennemie factice », a expliqué le ministère sur Telegram. Deux navires ont participé, selon lui, à cet exercice. « La cible, située à une distance d'une centaine de kilomètres, a été frappée avec succès par un tir direct de deux missiles de croisière Moskit », a ajouté le ministère, précisant que ses forces aéronavales avaient surveillé « la sécurité de

l'exercice de combat ».

Nouvelle attaque de drones cette nuit

Dans la nuit, la Russie a lancé une nouvelle attaque de drones contre l'Ukraine, rapportent les médias ukrainiens. L'armée de l'air ukrainienne a abattu 14 des 15 drones. Un drone a touché une entreprise privée à Dnipro. À Kiev, les débris du drone ont détruit un bâtiment administratif et provoqué un incendie.

La Russie accuse

de lourdes pertes en tentant d'encercler la ville d'Avdiivka

Selon les informations du ministère britannique de la Défense, « ces derniers jours, la Russie a continué à donner la priorité à une opération visant à encercler la ville d'Avdiivka, dans l'oblast de Donetsk. Cependant, les forces russes n'ont réalisé que des progrès marginaux au prix de lourdes pertes en véhicules blindés. Le 10e régiment de chars de Russie a probablement perdu une grande partie de ses chars en tentant d'encercler Avdiivka depuis le sud. Le régiment fait partie du 3e corps d'armée, la première nouvelle formation importante mise sur pied par la Russie pour soutenir l'invasion de l'Ukraine depuis août 2022. » « De nombreux comptes rendus de sources ouvertes suggèrent que le 3e corps d'armée a été particulièrement affecté par des problèmes d'indiscipline et de moral. Malgré une période probable d'entraînement en Biélorussie, la formation semble encore faire preuve d'une efficacité limitée au combat. Les pertes du 10e régiment de chars sont probablement dues en grande partie à des assauts frontaux tactiquement défectueux, semblables à ceux d'autres attaques blindées russes récentes qui ont échoué, comme autour de la ville de Vuhledar », ajoutent les services britanniques.

SOMALIE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU : Réunion privée sur la situation dans le pays

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, tiendront lundi une réunion privée sur la situation en Somalie. Cette réunion sera convoquée conformément à la résolution 2670 du 21 décembre 2022, qui a prolongé de six mois le calendrier opérationnel pour le retrait de la Mission de transition de l'Union africaine (UA) en Somalie (ATMIS) jusqu'au 30 juin. Le Représentant spécial du président de la Commission de l'Union africaine (SRCC) pour la Somalie et chef de l'ATMIS, Mohamed El-Amine Souef, devrait participer à la réunion au même titre que l'envoyé spécial de l'Union européenne (UE) pour la Corne de l'Afrique, Annette Weber, les représentants de la Somalie et contributeurs de troupes à l'ATMIS. Lorsque le Conseil de sécurité a prolongé de six mois le calendrier opérationnel, il a décidé de convoquer une réunion formelle au plus tard le 31 mars pour discuter de la mise en œuvre du plan de transition pour la Somalie (STP) et de l'architecture de sécurité nationale (NSA), qui ont été élaborés pour faciliter le transfert progressif des responsabilités en matière de sécurité d'ATMIS aux forces de sécurité somaliennes. Lors de la réunion, la Somalie devrait expliquer ses efforts en cours pour mettre en œuvre le STP et la NSA, notamment en créant de nouvelles forces



de sécurité et en intégrant les forces régionales existantes, ainsi qu'en les formant et en les dotant d'un soutien régional et international. L'autre objectif probable de la réunion sera les progrès dans les opérations offensives en cours, contre le groupe terroriste Al-Shabab. "M. Souef, qui pourrait évoquer le manque de financement auquel est confronté la Mission de transition de l'UA en Somalie, peut également fournir une mise à jour sur les plans de retrait de 2.000 membres du personnel en uniforme d'ATMIS en juin, conformé-

ment à la résolution 2670, sous réserve des progrès réalisés par le gouvernement somalien en termes de génération et d'intégration des forces", selon des sources diplomatiques. "Alors qu'il ne reste que trois mois avant l'expiration du délai opérationnel prolongé pour le retrait de 2.000 membres du personnel en uniforme d'ATMIS, les membres du Conseil seront probablement intéressés à en savoir plus sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du mandat de la Mission, et la transition sécuritaire", a-t-on ajouté.

D'ici le 30 avril prochain, deux rapports clés sur la Somalie sont attendus conformément à la résolution 2670 : une mise à jour officielle du gouvernement somalien sur les progrès de la mise en œuvre du plan de transition pour la Somalie et de l'architecture de sécurité nationale, ainsi que sur la génération et l'intégration des forces, et un rapport de l'UA sur la mise en œuvre du mandat d'ATMIS, y compris une évaluation secteur par secteur de la sécurité et de la performance de la mission.

GHANA : La vice-présidente des Etats-Unis à Accra, première étape de sa tournée en Afrique

La vice-présidente des Etats-Unis, Kamala Harris, est arrivée dimanche au Ghana, première étape de sa tournée d'une semaine en Afrique, rapportent des médias.

«Je suis très enthousiaste quant à l'avenir de l'Afrique»

Je suis très enthousiaste quant à l'impact de l'avenir de l'Afrique sur le reste du monde, y compris les Etats-Unis d'Amérique. Lorsque je regarde ce qui se passe sur ce continent, et le fait que l'âge médian est de 19 ans, je me demande ce que cela nous dit sur la croissance des opportunités, de l'innovation et des possibilités", a déclaré la vice-présidente américaine. La promotion de la croissance économique et plusieurs autres sujets figurent au menu des échanges que Kamala Harris aura avec les dirigeants du Ghana, de la Tanzanie et de la Zambie au cours de cette semaine. Kamala Harris rencontrera des dirigeants, des hommes d'affaires et des représentants de la société civile afin d'approfondir les relations diplomatiques et de promouvoir la coopération économique. Cette visite est l'une des plus importantes et de haut niveau sur le continent depuis celles de l'ancien président américain Barack Obama. Depuis le début de l'année, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken, l'épouse du président Joe Biden, Jill Biden, et la représentante permanente US auprès des Nations unies, Linda Thomas-Greenfield, se sont rendus dans les pays du continent.

ESPAGNE : Un parti réaffirme son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

Le parti de la Coalition canarienne a souligné la nécessité de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, réaffirmant son engagement à continuer à défendre la juste cause sahraouie.

Lors d'un rassemblement électoral aux îles Canaries, les représentants du parti ont souligné la « nécessité de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance ». La formation politique, en lice pour les élections régionales et générales, a promis de « continuer à défendre la juste cause du peuple sahraoui, dénoncer toutes les mesures négatives prises par le gouvernement espagnol (envers la question) et soutenir les efforts des partenaires espagnols qui se veulent un accompagnement de la légalité internationale et du droit international ». Le parti a également rappelé la responsabilité historique de l'Espagne envers la question du Sahara occidental « qui doit être positive s'agissant du règlement du conflit et non en prenant des décisions et en entamant des pourparlers suspects, contraires à la légalité internationale ». La formation politique encourage en outre l'Espagne à « jouer son rôle



correctement du point de vue historique et politique, loin de la trahison et l'exploitation de la cause sahraouie dans la surenchère, l'extorsion et le marchandage, vu que l'exploitation de cette question de

décolonisation de la sorte ne réussira pas et ne sera qu'un scandale moral que l'histoire retiendra ».

correctement du point de vue historique et politique, loin de la trahison et l'exploitation de la cause sahraouie dans la surenchère, l'extorsion et le marchandage, vu que l'exploitation de cette question de

LIBYE : Réunion du Comité militaire 5+5 à Tripoli

Le Comité militaire libyen 5+5 (5 membres du gouvernement légitime et 5 membres des forces de Khalifa Haftar, Ndlr), doit se réunir, ce lundi à Tripoli sous l'égide de l'ONU. Au menu : des pourparlers, des discussions, et même des négociations avec des groupes armés de l'Est et de l'Ouest qui sont d'accord pour participer à la sécurisation du processus électoral, selon l'envoyé spécial du SG de l'ONU pour la Libye, Abdoulaye Bathily, qui affirme que dans le cas où les organes législatifs libyens ne parviendraient pas à un accord sur une base constitutionnelle consensuelle en temps opportun, une procédure alternative sera envisagée pour permettre la tenue des élections. Dans une interview accordée à l'agence de presse britannique Reuters et dont des extraits ont été repris, dimanche dernier, par l'agence de presse li-

byenne Lana, Bathily a souligné que les organes législatifs libyens «doivent parvenir à cet accord en temps opportun, et s'ils ne le font pas, ils seront responsables devant le peuple libyen, la communauté internationale et les dirigeants régionaux qui les soutiennent dans ce processus». Interrogé sur la nature de la procédure qu'il compte adopter, l'envoyé onusien a déclaré qu'«elle sera dévoilée au moment opportun». «Nous en parlerons à ce moment-là», a-t-il insisté. La tenue des élections en 2023, en Libye, est l'un des défis que le diplomate s'est fixé au lendemain de sa prise de fonctions. Le 17 mars, il a appelé les parties au conflit impliquées dans les pourparlers à unifier l'institution militaire pour soutenir la mise en place d'un environnement sûr pour les élections, afin de résoudre la crise du pays.

En février dernier, la mission de l'ONU a annoncé l'accord du comité (5+5) pour former une force conjointe destinée à protéger les frontières, comme première étape pour l'unification de l'institution militaire libyenne. L'étape de la protection des frontières a commencé, dimanche dernier, par le déploiement de patrouilles de sécurité tout le long de la frontière entre la Libye et la Tunisie. Le ministère de l'Intérieur du gouvernement de l'unité libyen a indiqué, sur sa page officielle Facebook, la mise en place de patrouilles de sécurité de la région d'Al Assah au niveau du point Al Ahimer. Les deux pays avaient, auparavant, conclu un accord pour constituer une commission conjointe qui devrait contrôler les mouvements des personnes entre les deux pays notamment les familles, les ambulances et les commerçants. Sur le

plan politique, le chef du gouvernement d'union nationale, Abdelhamid Dbeibha, a indiqué récemment qu'il soutenait les efforts de Bathily visant l'organisation des élections. Mais l'institution militaire doit être unifiée. L'envoyé de l'ONU est clair sur ce point. C'est dans ce cadre qu'il réunit à Tripoli le chef d'état-major de l'armée libyenne, Mohamed Al-Haddad et le chef d'état-major des forces de Khalifa Haftar, Abderrazak Nadhour. Ce dernier est arrivé dimanche à l'aéroport international Mitiga de Tripoli, ont rapporté des médias. La délégation des forces libyennes stationnées à l'est du pays comprend également Khairy Al-Tamimi, directeur du bureau de Haftar, et Emraja'a Al-Amami, chef de la délégation militaire représentant les forces de Haftar au Comité militaire 5+5.

L'occupant marocain continue de cibler les activistes et journalistes sahraouis

Les forces d'occupation marocaines ont pris pour cible la blogueuse et journaliste sahraouie, Al-Salha Muhammad Al-Bashir, et l'ont violemment battue, ce qui lui a valu des blessures plus ou moins graves au dos, au bras et à la jambe. Al-Salha Muhammad Al-Bashir, correspondante de la Télévision nationale sahraouie, a indiqué, dans une déclaration sur les réseaux sociaux, qu'elle a été agressée par des officiers et des membres civils et militaires des services de renseignement marocains alors qu'elle quittait son domicile familial à Laâyoune occupée, ce qui signifie que sa maison et elle-même sont systématiquement placées "sous surveillance". La blogueuse sahraouie a ajouté que "les bourreaux marocains l'ont exposée à des agressions physiques et verbales sur la voie publique, et à des pratiques racistes visant son identité sahraouie, accompagnées de gestes humiliants et de représailles". A la suite de ces agressions, la journaliste sahraouie a scandé des slogans politiques en faveur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), suscitant un élan de solidarité de la part d'un groupe de citoyens et de passants sahraouis, lesquels ont dénoncé l'attaque dont elle a été victime en raison de son activité médiatique et de sa position en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. Les forces d'occupation marocaines avaient précédemment pris pour cible et agressé Al-Salha Muhammad Al-Bashir à plusieurs reprises et l'avaient empêchée d'exercer son droit de travailler en tant que blogueuse et journaliste sahraouie, couvrant diverses activités liées à des manifestations pacifiques et des festivals nationaux dans les villes occupées du Sahara occidental ou encore recevant des prisonniers politiques sahraouis.

IRAN-ARABIE SAOUDITE : Bientôt une rencontre des MAE

Les ministres saoudien et iranien des Affaires étrangères ont prévu de se rencontrer avant la fin du Ramadhan afin de mettre en œuvre un accord de réconciliation bilatérale historique, ont indiqué, ce lundi, les deux pays. Le prince saoudien Fayçal ben Farhane et son homologue iranien, Hossein Amir-Abdollahian, ont eu un entretien téléphonique pour la deuxième fois en moins d'une semaine. Ils ont évoqué «leurs problématiques communes (...) à la lumière» de l'accord négocié par la Chine et annoncé le 10 mars, a rapporté l'agence officielle Saudi Press Agency. Les deux ministres ont convenu de la tenue d'une réunion bilatérale pendant le mois sacré, qui prendra fin la troisième semaine d'avril, a indiqué l'agence, sans préciser ni la date ni le lieu de cette rencontre. Le ministère iranien des Affaires étrangères a affirmé que les discussions avaient porté sur «l'accord entre les deux pays» et «une réunion conjointe durant le Ramadhan», sans donner non plus de détails. Les deux hommes ont «également évoqué la tournure constructive des relations entre les deux pays», a indiqué le ministère iranien dans un communiqué. L'Arabie saoudite et l'Iran, les deux poids-lourds du Moyen-Orient, avaient rompu leurs liens en 2016 après l'attaque de missions diplomatiques saoudiennes par des manifestants dans la République islamique, à la suite de l'exécution par Riyad d'un religieux chiite. Le rapprochement en cours devrait permettre à l'Iran et à l'Arabie saoudite de rouvrir leurs ambassades d'ici la mi-mai, et de mettre en œuvre des accords de coopération économique et de sécurité signés il y a plus de vingt ans. Le 19 mars, un responsable iranien a indiqué que le président Ebrahim Raisi avait accepté une invitation du roi Salmane à se rendre en Arabie saoudite. Riyad n'a cependant pas confirmé cette information. Le même jour, Amir-Abdollahian avait indiqué que les deux pays avaient convenu de la tenue d'une réunion entre leurs plus hauts diplomates et que trois lieux avaient été proposés, sans préciser lesquels.

CONSTRUCTION DE NOUVELLES COLONIES SIONISTES : La Jordanie condamne

Le ministère jordanien des Affaires étrangères a condamné l'annonce faite par les forces de l'occupation sioniste d'un appel d'offres pour la construction de plus d'un millier de nouveaux logements dans les territoires palestiniens occupés. Le porte-parole du ministère, Sinan Al-Majali, a déclaré samedi dans un communiqué que la construction de ces unités constituait « une violation flagrante du droit international, notamment de la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations unies ». La politique de colonisation de l'entité sioniste « sape les fondements de la paix et les efforts pour parvenir à une solution à deux Etats basée sur la légitimité internationale », a-t-il souligné. Les pratiques unilatérales de l'occupation sioniste, qui comprennent la construction et l'expansion des colonies, la confiscation des terres et le déplacement des Palestiniens, « sont illégales et illégitimes, et doivent être rejetées et condamnées », a-t-il réaffirmé. L'occupant sioniste a diffusé vendredi des appels d'offres pour la construction de plus de 1.000 logements en Cisjordanie occupée.

DISPARITION FORCÉE AU MAROC : Les familles appellent à un règlement de la question

Les familles des disparus et des victimes de la disparition forcée au Maroc ont réitéré leurs revendications pour un règlement « juste et équitable » de la question de la disparition forcée au royaume et la mise en place d'un mécanisme national de vérité sur les personnes disparues. Le Comité de coordination des familles des disparus et des victimes de la disparition forcée au Maroc a rappelé dans un communiqué publié à l'occasion de la Journée internationale pour le droit à la vérité (24 mars), qui coïncide avec le 58e anniversaire du soulèvement du 23 mars 1965, que « le dossier de la disparition forcée au Maroc demeurera ouvert tant que le sort de toutes les personnes disparues n'est pas élucidé, et que le droit à la réparation individuelle des préjudices subis n'est pas acquis, et ceci conformément aux normes internationales applicables en la matière ». Le Maroc

a connu, le 23 mars 1965, une répression féroce de manifestations pacifiques des élèves qui réclamaient l'abrogation d'une loi allant à l'encontre de la démocratisation de l'enseignement, avant de s'étendre aux franges défavorisées de la population. Les forces de l'ordre ont déployé différents moyens de répression pour faire taire ce mouvement. Des massacres ont été commis, des centaines de personnes tuées et de nombreux disparus (corps des blessés enlevés à leurs familles), des procès fallacieux ont été organisés et des lourdes peines de prison prononcées à l'encontre des manifestants (dont des enfants mineurs). En ce sens, les familles des disparus ont réitéré leurs revendications pour un règlement juste et équitable du dossier de la disparition forcée au Maroc, à savoir : le droit à la vérité par l'élucidation du sort de leurs proches, y compris les cas pré-

sumés décédés, la localisation des lieux d'inhumation et l'identification des dépouilles en recourant à tous les moyens de recherche, d'investigation et aux outils scientifiques. Elles ont également plaidé pour la mise en place d'un mécanisme national de recherche de la vérité sur les cas de disparition forcée non élucidés, la libération immédiate de tous les détenus politiques et à la fin de l'impunité. Par ailleurs, le comité a renouvelé son appel aux associations de défense des droits de l'Homme et aux organisations politiques et syndicales pour une « large mobilisation » qui doit permettre de créer les conditions nécessaires pour amener les autorités marocaines à la mise en place d'un mécanisme « nouveau et efficace, doté de prérogatives d'investigations pour parachever le processus de règlement du dossier de la disparition forcée au Maroc ».

LOUIS DE FUNÈS : Au Cellier, le souvenir d'un homme « simple » qui « nous fait toujours autant marrer »

Le célèbre acteur, décédé il y a 40 ans, venait se ressourcer dans cette commune de Loire-Atlantique, qui ne l'a pas oublié. « Je me souviens bien du jour de son enterrement ! Les rues du Cellier étaient noires de monde, il y avait des milliers de personnes... »

Quarante ans après la mort de Louis de Funès, le 27 janvier 1983, les souvenirs sont encore très vifs dans la tête de Daniel Coquet. Il faut dire que le sexagénaire a souvent croisé « M. de Funès de Galarza de son vrai nom », quand, adolescent, il accompagnait son père menuisier pour effectuer des travaux dans le château du couple, près d'Anzenis au nord de Nantes (Loire-Atlantique). « Je ne le connaissais qu'au cinéma, raconte Daniel Coquet. Je peux vous dire que quand vous rencontrez cet homme d'1,64 m pour la première fois, ça vous marque. Il y avait beaucoup de respect entre nous. A tel point que l'on n'a jamais pris de photo. » Dans cette commune de près de 4.000 âmes, où Louis de Funès a passé ses vacances et toute la fin de sa vie, on s'apprête à rendre hommage à l'immense comique, mais surtout à « l'homme humble » qu'il



était lorsqu'il s'éloignait des plateaux de cinéma. Samedi, un flash mob Rabbi Jacob sera joué avant une commémoration au cimetière suivie d'une messe en l'honneur de ce fervent catholique. « Malgré sa forte célébrité, il a marqué la commune par sa simplicité, estime Aloïs Robinard, le président de l'association Sur les traces de Louis de Funès. Dans sa vie

quotidienne, c'était même quelqu'un de timide, d'assez réservé. Il aimait se ressourcer ici en s'occupant de sa roseraie, ses fruitiers, en allant à la pêche... Il a été charmé par le château de Clermont et son domaine, qu'il a rachetés en 1967 lors d'une vente à la bougie, pour faire plaisir à sa femme. » Mais les raisons semblent nombreuses pour expliquer

cette popularité, qui se transmet de génération en génération. Dans la salle William Turner, où une grande exposition De Funès se tient jusqu'à dimanche, les fans de tous âges déambulent entre les grandes affiches, coupures de presse et objets du quotidien. Jonathan, un belge de 42 ans, s'est découvert une réelle passion il y a quelques années. « Dès que j'ai une baisse de moral, je mets un film et c'est reparti : les grimaces, les répliques, il nous fait toujours autant marrer », sourit ce chauffeur routier aux multiples tatouages de ses acteurs préférés. Son rêve, ce serait d'habiter un jour, ici au Cellier, « avec ses si jolis coteaux, ses vignes, son climat et sa Loire qu'aimèrent tant les rois et nos plus grands poètes », comme l'écrivait Louis de Funès en 1977. « C'est peut-être étonnant mais on sent sa présence ici, poursuit Jonathan. C'est comme un autre monde. »

Fin de garde à vue pour Bernard Laporte accusé de faits gravissimes, il est ressorti libre

Le Parquet national financier avait annoncé ce mardi, que le président de la Fédération française de rugby Bernard Laporte avait été placé en garde à vue pour "blanchiment de fraude fiscale aggravée". Mais il vient finalement d'en ressortir "libre" en fin de journée, a révélé l'AFP. Alors qu'il est accusé de "blanchiment de fraude fiscale aggravée", Bernard Laporte, président de la Fédération française de rugby (FFR), vient de ressortir libre de garde à vue ce mardi 24 janvier en fin de journée, sans poursuite à ce stade, a appris l'AFP auprès de Me Jean-Pierre Versini-Campinchi, l'un de ses avocats. Une information confirmée par le parquet national financier (PNF). "Il est sorti sans aucune convocation de police,

ni de présentation à un juge d'instruction. C'est une affaire dans laquelle il se trouve impliqué pour avoir été associé avec des amis rugbymen il y a longtemps. On ne lui a ni reproché d'avoir fraudé ni d'avoir touché aucune somme", a déclaré son avocat.

MIS EN RETRAIT DE LA FÉDÉRATION

Plus tôt dans la journée, on apprenait par le biais du journal L'Équipe que deux autres personnes ont également été placées en garde à vue au côté du patron de la FFR. À noter que les faits qui sont reprochés à l'ancien rugbyman n'ont rien à voir avec les accusations de prise illégale d'intérêts, de délit de corruption

passive, de trafic d'influence et de recel d'abus de biens sociaux auxquelles il a fait face récemment. Des faits pour lesquelles il avait été condamné à deux ans de prison et 75 000 euros. Une affaire qui avait poussé Bernard Laporte à "se mettre en retrait à titre provisoire" de ses fonctions de président, comme le révélait la fédération le 19 décembre dernier. Il attend donc désormais les conclusions du référendum lancé depuis lundi au sein de la FFR, pour savoir si les 1.900 clubs amateurs du pays sont d'accord ou non pour qu'il soit remplacé par son ami Patrick Buisson. Mais ce qui est certain, c'est qu'avec cette nouvelle garde de vue, son avenir au sein de la fédération est plus que compromis...

FESTIVAL DE GÉRARDMER :

Gringe ne se voit pas faire des films mais attend d'être « happé » par ceux qu'il voit

Cinéphile passionné, Gringe est membre du jury présidé par Bérénice Bejo et Michel Hazanavicius. Gringe (prononcer « Grainje ») n'est pas qu'un rappeur, acteur et auteur : c'est aussi un amoureux de cinéma de genre qui fait partie du jury présidé par Bérénice Bejo et Michel Hazanavicius au Festival de Gérardmer.

« J'attends d'être happé par les films », explique le quadragénaire à 20 Minutes. Complice d'Orelsan pour le film Comment c'est loin et le duo Casseurs Flowters, il a également signé un excellent album solo baptisé Enfant Lune, et livre passionnant, Ensemble, on aboie en silence, sur son frère schizophrène. Cet homme-orchestre qui prétend avoir souvent la flemme a mordu à belles dents dans la sélection du festival. « Cela me rappelle mes jeunes années quand j'allais emprunter des films aux vidéoclubs, ce qui était la seule façon de découvrir des films rares en province », se souvient-il.

Cinéphile dès son plus jeune âge

En ce moment, Gringe se passionne

pour le cinéaste Alex Garland dont il a adoré Men, sorti en juin dernier. « Les images de ce film me hantent, avoue-t-il.

J'adorerais travailler avec Alex Garland car je suis certain que j'apprendrais beaucoup à son contact. J'irais jusqu'à apporter les cafés. » En attendant de jouer les baristas pour le réalisateur anglais, Gringe se réjouit de rencontrer Kim Jee-woon, auquel la manifestation rend hommage et dont J'ai rencontré le diable l'a marqué.

« Le cinéma coréen m'emballa par sa radicalité, dit-il. J'aime le cinéma qui secoue. » Comme celui de Michael Haneke (notamment Funny Games) qui l'a traumatisé. « Je n'ai plus peur au cinéma mais il faut dire que j'ai commencé tôt et fort, s'amuse-t-il.

Gamin, je faisais semblant d'être malade pour sécher les cours et voir des films comme Les Dents de la mer ou L'Exorciste que j'ai découverts vers dix ans. J'étais terrorisé mais j'adorais. »

Il attend beaucoup de Knock At The Cabin de M. Night Shyamalan qui passera dimanche soir en clôture du festival.



Scénariste mais pas cinéaste

Si Gringe adore le cinéma, il ne se voit pas passer derrière la caméra. « J'ai la flemme, dit-il.

Les tournages auxquels j'ai participé m'ont prouvé que c'était un boulot de folie.

Avoir un œil partout ce n'est pas

pour moi, je préfère l'écriture. » Gringe exagère en prétendant être paresseux, il travaille sur un nouveau livre qui pourrait être corrélé à un album. « Je m'ennuie vite donc j'ai besoin de multiplier les projets », reconnaît-il. Le plus récent est de monter sur scène avec le jury ce dimanche soir au moment du palmarès de Gérardmer.

Les Oscars 2023 snobent la France mais célèbrent la francophonie avec « Close »

« Close » de Lukas Dhont a été choisi comme représentant de la francophonie, tandis que « Saint-Omer » d'Alice Diop était boudé, dans les nominations. Allison Williams et Riz Ahmed ont annoncé les nommés aux Oscars 2023 ce mardi. Et c'est la déception. Saint-Omer d'Alice Diop, choisi pour représenter la France, n'a pas été retenu par l'Académie dans les nominés pour le meilleur film étranger. Le film belge Close de Lukas Dhont, notre grand favori de l'année, est en revanche présent sur la liste. Déjà récompensée par le grand prix du Festival de Cannes, cette histoire d'amitié tragique entre deux garçons est une merveille de sensibilité qui démontre que le réalisateur (Caméra d'or en 2018 pour Girl) tient toutes ses promesses. « J'aimerais que tant que mes personnages touchent le plus grand nombre de spectateurs et qu'ils aident à mieux comprendre les adolescents et leurs sentiments à fleur de peau », confie le réalisateur à 20 Minutes après avoir reçu son trophée sur la Croisette. Sa nomination aux Oscars démontre que Close a plus touché les votants que le procès pour infanticide de Saint-Omer, récompensé à la Mostra de Venise. Didier Allouch, correspondant à Los Angeles pour Canal+ explique : « Saint-Omer était trop radical pour les votants, il faudrait vraiment que les Français qui choisissent les films pour nous représenter pensent davantage au public américain s'ils veulent dépasser l'étape de la « short-list » et obtenir une nomination aux Oscars. » La France n'a pas reçu le trophée du meilleur film étranger depuis 1993 et Indochine, la fresque de Régis Wargnier.

Le petit âne dans Eo de Jerzy Skolimowski pourrait créer la surprise

Lukas Dhont et Close auront affaire à forte concurrence lors de la cérémonie. L'émouvant petit âne dans Eo de Jerzy Skolimowski, Prix du jury à Cannes, pourrait créer la surprise mais c'est le soldat allemand de la Première Guerre mondiale d'A l'Ouest rien de nouveau d'Edward Berger, déjà très remarqué aux Bafta et disponible sur Netflix, qui est jugé grand favori. Le film est d'ailleurs aussi cité dans la catégorie « Meilleur film ». « Les votants aiment avant tout les films historiques et ensuite les émotions fortes, précise Didier Allouch. C'est pour cela qu'A l'Ouest rien de nouveau part grand favori et que Close est considéré comme un outsider. » Il reste cependant une chance pour la France de récolter une statuette : la nomination méritée du chef-opérateur franco iranien Darius Khondji pour Bardo d'Alejandro González Iñárritu (disponible sur Netflix). Le suspense prendra fin le jour de la cérémonie des Oscars le 13 mars au Dolby Theater de Hollywood.

Les nommés dans les principales catégories pour la 95e cérémonie des Oscars

«Everything Everywhere All at Once», réalisé par Daniel Kwan et Daniel Scheinert, mène la course aux statuettes avec 11 nominations, suivi par «A l'Ouest, rien de nouveau» et «Les Banshees d'Inisherin» avec 9 nominations chacun, et «Elvis» (8 nominations).
Meilleur film
«A l'Ouest, rien de nouveau»
«Avatar 2: la voie de l'eau»
«Les Banshees d'Inisherin»
«Elvis»
«Everything Everywhere All at Once»
«The Fabelmans»
«Tar»
«Top Gun: Maverick»
«Sans filtre»
«Women Talking»

L'ASSOCIATION « LUMIÈRES » FÊTE SON ANNIVERSAIRE : Un quart de siècle au service du cinéma

L'association « Lumières » a soufflé, dimanche dernier, sa 25e bougie lors d'une cérémonie organisée en son siège, 13 rue des Frères-Meslem, au cœur d'Alger.

Les membres de l'association étaient au rendez-vous pour rendre hommage aux anciens compagnons de parcours et aux gloires du 7e art algérien. Créée le 19 mars 1998 après la dissolution d'entreprises publiques, notamment du Centre algérien pour l'art et l'industrie cinématographiques (CAAIC) et l'ENPA, l'association regroupe des employés des entreprises dissoutes et des artistes et des comédiens soucieux de préserver un précieux patrimoine, notamment un matériel promis à la



vente au dinar symbolique. Un grand nombre d'artistes a répondu à l'invitation d'Amar Rabia, président de

plus de techniciens, caméramans, directeurs de photographie et machinistes ont partagé un repas et des moments d'émotion. Ils se sont rappelés du temps où le cinéma algérien brillait de mille éclats. Pour Benzerari, « l'association reste l'unique trait d'union entre les gens du 7e art ». « C'est un musée et un lieu de mémoire dont les animateurs méritent tous les honneurs pour leur travail et leur souci de maintenir en vie la mémoire de tous ceux qui nous ont quittés », a-t-il ajouté.

THÉÂTRE :

"Saha l'artiste" d'Omar Fetmouche en compétition au Festival des monodrames de Carthage

Le monodrame "Saha l'Artiste", un spectacle écrit et mis en scène par le dramaturge algérien Omar Fetmouche sur la condition sociale de l'artiste, a été sélectionné en compétition au 5e Festival international des monodrames de Carthage, prévu du 2 au 5 mai prochain dans la capitale tunisienne, annoncent les organisateurs sur le site Internet de la manifestation. Produit en 2019 par la Coopérative "Théâtre Sindjab" de Bordj-Ménaiel, en collaboration avec le Théâtre national algérien Mahieddine- Bachtarzi (TNA), le spec-

tacle qui mêle théâtre et musique, est servi sur scène par le comédien, Ahcène Azazni, soutenu par le musicien Amar Chérifi. D'une durée d'une heure, le monodrame met en scène l'histoire d'un violoniste à qui manquait une corde à son instrument. Dans sa quête pour cette corde manquante, le musicien se rend compte que les magasins d'instruments de musique spécialisés ont été transformés en fast-food... Usant de ses talents de comédien, Ahcène Azazni, plonge dans la vie de l'artiste en relatant ses rêves et ses souffrances.

Salué par le public et la critique, "Saha l'artiste" a été présenté en Algérie et à l'étranger notamment en Hongrie. Outre la Tunisie, pays hôte, des spectacles issus notamment de la Libye, du Liban et de l'Arabie Saoudite concourent à ce Festival. Lancé en 2018 par le ministère tunisien de la Culture, le Festival international des monodrames de Carthage, vise à offrir un espace d'expression à un style théâtral plus exigeant en termes de performances individuelles du comédien.

KHENCHELA :

Un théâtre de plein air opérationnel au cours du 2ème trimestre 2023

Un théâtre de plein air sera mis en service à Khenchela au cours du 2e trimestre 2023, a indiqué jeudi le directeur de wilaya de la Culture et des arts, Mohamed El Alouani. Les travaux de réalisation de cet équipement d'une capacité de 2.000 places implanté à la cité Chabour de la ville de Khenchela affichent un taux d'avancement de 95 % et un rythme soutenu

en vue de le livrer par l'entreprise de réalisation au deuxième trimestre de cette année après l'exécution des travaux d'aménagement extérieurs, a précisé le même responsable. La réception du lot des équipements bureaux a commencé dernièrement en attendant le parachèvement des procédures administratives relatives à la réception du lot des équipements de

sonorisation et d'éclairage, a ajouté le même responsable. La direction de la Culture et des arts en coordination avec les autorités locales ont prévu de donner le coup d'envoi des activités culturelles estivales 2023 au niveau de ce théâtre de plein air en y tenant divers spectacles, a-t-il ajouté. Inscrit au programme sectoriel il y a 15 ans, ce projet a connu depuis plusieurs années

des travaux avant d'être relancé en 2022 pour une enveloppe financière de 130 millions DA, est-il précisé. A terme, cet équipement culturel consolidera les infrastructures du secteur de la Culture et accueillera les activités des troupes théâtrales locales ainsi que divers spectacles pour familles en dehors des salles fermées notamment durant la saison de l'été, est-il noté.

Mohamed Bencheneb, figure de proue de la culture algérienne

L'intellectuel Mohamed Bencheneb (1869-1929) est considéré comme un des plus éminents penseurs algériens du XXe siècle pour avoir été le premier docteur dans l'histoire de l'Algérie et un des plus importants chercheurs de sa génération, versé dans les domaines des langues, de la traduction et de la littérature comparée. Le grand érudit Bencheneb a marqué l'histoire algérienne par son savoir encyclopédique, son riche parcours dans les domaines de la recherche, de la littérature, de la culture, de l'histoire et de l'éducation, tout en étant un fervent défenseur de l'identité nationale. Cette personnalité hors pair avait vécu durant la période allant de la fin de la résistance populaire jusqu'à la naissance du mouvement national, au sein duquel il s'est affirmé comme un militant qui défendait, corps et âme, la culture algérienne au moment où le colonisateur pensait avoir réussi à l'aliéner. Né le 26 octobre 1869 à Ain Deheb (ex-Takbou), le défunt est issu d'une grande famille de Médéa. Il a reçu ses premiers enseignements auprès de son cheikh, Ahmed Barmak, qui l'a initié aux sciences coraniques, avant de poursuivre ses études dans les écoles primaire et secondaire. Il quitte Médéa pour se rendre à Alger où il re-

joint l'Ecole Normale Supérieure (ENS) de Bouzareah. A peine âgé de 19 ans, il devient enseignant de langue et de littérature françaises à l'école du Cheikh Sidali à proximité de la capitale du Titteri. Quatre ans plus tard, Bencheneb rejoint l'école Ibrahim Fatah à Alger, où il se consacra à l'étude de la langue italienne, tout en s'approfondissant dans l'étude de la rhétorique, de la logique et du monothéisme en suivant les cours du savant Abdelhalim Bensmaïa. Des années plus tard, il obtient un diplôme universitaire en langue arabe de l'Université d'Alger, avant de se consacrer à l'apprentissage des langues espagnole, allemande, latine, persane, turque et hébraïque. Mohamed Bencheneb décroche son baccalauréat en 1896. En 1898, il est nommé enseignant à la medersa "El Kattania" de Constantine. Au début du XXe siècle, il est nommé à la medersa "Thaâlibiyya" d'Alger où il a côtoyé de nombreux savants, oulémas et chouyoukh. En 1908, il est nommé maître de conférences à la Faculté des lettres de l'Université d'Alger et est élu membre de l'Académie scientifique arabe à Damas (Syrie) en 1920, année où il fut le premier algérien à décrocher un doctorat de l'Université d'Alger. Le regretté a pris part

à plusieurs Congrès internationaux en Afrique du Nord et en Europe, dont le 14e Congrès des orientalistes tenu à Alger en 1905 et le 17e Congrès des orientalistes à Oxford (Angleterre) en 1928. Mohamed Bencheneb a tissé des relations avec plusieurs intellectuels, dont l'Égyptien Ahmed Timor Bacha, le tunisien Hassan Hosni Abdelwaheb, et les orientalistes espagnol Miguel Palacios et russe Ignati Krachkovsky. Etant polyglotte qui maîtrisait plusieurs langues étrangères comme l'Arabe, le Français, le Farsi, l'Allemand, le Turc, l'Italien, l'Espagnol, le Latin et l'Hébreu, il fut le premier chercheur à s'intéresser aux langues et à la traduction, et à s'ouvrir sur les littératures étrangères, à travers les études pionnières qu'il a réalisées sur les termes turcs et persans utilisés dans le dialecte algérien (Darija). Mohamed Bencheneb publia de nombreuses recherches à l'instar de l'étude sur les "Sources musulmanes dans la divine comédie de Dante", parue en 1919 dans "la Revue africaine", devenant ainsi le précurseur de la littérature comparée en Algérie. La vie du Cheikh était riche en activités scientifiques et culturelles, côtoyant des savants et des érudits algériens et étrangers. Tout au long de son par-

cours scientifique, il s'est distingué par son militantisme actif en faveur de la préservation de l'histoire et du patrimoine authentique des Algériens et des Musulmans. Il n'avait jamais hésité à mettre en valeur son costume traditionnel qu'il arborait avec fierté même lors des plus grandes rencontres et conférences internationales. Bencheneb lutta, durant plus de 35 ans, avec l'arme du savoir qui lui servait de bouclier face à la politique coloniale d'aliénation visant à effacer l'identité nationale, laissant derrière lui un précieux legs d'environ une cinquantaine de livres et publications dans les différentes sciences sociales et humaines et les divers domaines, notamment littéraires, intellectuels, et religieux. Parmi ses ouvrages, figurent "Proverbes de l'Algérie et du Maghreb" et "les Mots turcs et persans conservés dans le parler algérien". Le penseur est décédé le 5 février 1929 à l'âge de 60 ans dans la ville antique de la Casbah. Il est inhumé au Mausolée de Sidi Abderrahmane Thaâlibi, où se trouve le cimetière familial, ainsi qu'une rue baptisée de son nom. De nombreux ouvrages ont été dédiés à cette personnalité hors pair notamment "Mohamed Bencheneb: sa vie et son héritage" de Abderrahmane Djillali.

Plusieurs théâtres algériens ouvrent leurs portes durant le mois de Ramadhan

Le 4e Art était revenu progressivement, depuis quelques années, au-devant de la scène culturelle pendant le mois de Ramadhan, cette année plusieurs théâtres algériens ouvrent leurs portes durant le mois sacré et proposent un riche programme de spectacles. Dans les villes d'Alger, Oran, Constantine, Annaba, et Biskra les théâtres ont fait le choix d'ouvrir leurs programmation Ramadhan ce lundi 27 mars, coïncidant avec la Journée internationale de Théâtre. Sur les planches du Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi, c'est la représentation "El Halqa", une production du Théâtre régional d'Oran célébrant l'œuvre du célèbre dramaturge et comédien Abdelkader Alloula, assassiné par la violence terroriste le 14 mars 1994, qui ouvrira le programme et marquera la célébration de cette journée. La bâtisse du Square Port-Saïd, devra abriter les spectacles, "Le serment des amis" du Théâtre régional de Annaba, "Des amis de l'espace" de l'Association Mahfoud-Touahri pour les Arts dramatiques de Miliana, "El Azeb" du TRO, "Leflouka" de l'association "Le cri du théâtre" de Skikda, ainsi que les monologues, "Teyoucha" et "Kadra âla ch'qaha" de Nesrine Belhadj, en plus de "Saâ dahk" de Zoubir Belhor et "Tafaddali ya anissa" de Lamri Kaouane. Côté soirées musicales, le public algérois sera au rendez-vous avec une pléiade d'artistes de renoms dans les genres, andalous, chaabi, et variétés algériennes, à l'instar de Chaou Abdelkader, Hassiba Amrouche, Lila Borsali, Abbas Righi, Manal Gherbi et une comédie musicale conduite par l'association "Ahl El Fen". Au théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran, le public aura rendez-vous avec la production "Avant la lumière", un autre hommage à l'homme de théâtre assassiné qui lui sera rendu par des étudiants de la troupe du "Théâtre Nouveau d'Oran" (TNO). Le TRO propose une dizaine de pièces dont "El Aâzeb", "Les coulisses", "Fel' Hit", ou encore "El Haress" en plus de soirées dédiées à l'humour et à la musique. Pour sa part le théâtre régional Mohamed-Tahar-Fergani de Constantine, a choisi de célébrer la Journée internationale du Théâtre avec "Qouloub" (Cœurs), un spectacle monté par les élèves de l'école de cet établissement, et mis en scène par Abdenour Yessad sur les extraits de quatre grandes œuvres universelles. Ce théâtre propose une dizaine de représentation de pièces comme "Allô" de Tounes Ait Ali, ainsi qu'une programmation musicale particulièrement orientée vers le malouf avec des maîtres comme Salim et Adlane Fergani et Abbas Righi en plus de quelques dates réservées aux troupes aïssaoua. Le Théâtre régional Azzeddine-Medjoubi de Annaba célèbre lui aussi cette journée avec un spectacle de rue et la pièce "Fordja Show" de Toufik Mezghache. Cet établissement prévoit d'abriter, pendant le mois sacré, le Festival national de la chanson citadine ainsi que quelques représentations de théâtre. Du côté de Biskra, le Théâtre régional Chebah-Mekki annonce également des spectacles comme "Leflouka", mis en scène par Ahmed El Aggoun, sur un texte de Sifeddine Bouha, ou encore "Saha l'Artiste", écrit et mis en scène par Omar Fetmouche.

QUALIFICATIONS CAN-2023 (NIGER-ALGÉRIE 0-1) : Sans briller, l'Algérie gagne encore

Dans le cadre de la quatrième journée des qualifications de la Coupe d'Afrique des Nations 2023, l'Algérie se déplaçait en Tunisie pour y affronter le Niger.

Au moment d'affronter le Niger pour la seconde fois en mois d'une semaine, l'enjeu était de taille pour les Verts : définitivement tourner la page d'une sombre année 2022 et officiellement accrocher la qualification pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations. Au Stade de Radès, à Tunis, en raison de l'absence de stade homologué à Niamey (au Niger), l'Algérie se présentait avec un onze remanié. Comme l'avait promis Djamel Belmadi, une grosse revue d'effectif a été effectuée et 8 des 11 titulaires à l'aller étaient remplaçants pour le retour. Une surprise, le maintien d'Andy Delort, et un schéma tactique intéressant puisqu'hybride (possible 4-4-2 avec Chaïbi en ailier gauche, possible 4-3-3 avec Chaïbi milieu de terrain et Delort ailier gauche). Premières sélections également pour Kevin Guitoun (aussi connu sous le nom de Kevin Van Der Kerkhof) et Jaouen Hadjam.

Une première mi-temps assez archaïque

La première période permettra de



rapidement répondre à la question évoquée au paragraphe précédent : l'Algérie évolue en 4-4-2 en phase offensive et en 4-3-3 en phase défensive. Très rapidement, les Verts prendront l'avantage. Une bonne remise de la tête d'Andy Delort envoie Riyad Mahrez en profondeur qui décalera à son tour Baghdad Bounedjah. Le champion d'Afrique 2019, déjà buteur il y a quatre jours, ne se prive pas pour récidiver (0-1). Un but précoce, donc, mais

qui ne donnera malheureusement pas suite à une vague d'occasions dans cette première mi-temps. M. Traoré siffle une faute toutes les cinq secondes environ, perturbant le déroulement du match, et la seule vraie occasion restante sera celle du Niger, à la 43ème. C'est une belle claquette de Moustapha Zeghba, très rassurant dans ses cages, qui permettra aux Verts de rentrer aux vestiaires en étant virtuellement qualifiés.

Une seconde période sur le même (faible) rythme

La seconde période n'est malheureusement pas très différent de la première. Dans un stade aux trois-quarts vide, l'Algérie gère timidement son avantage et le Niger tente timidement d'égaliser. On notera néanmoins un but à la 54ème minute qui aurait du être accordé à Farès Chaïbi. Andy Delort avait bien décalé Kevin Guitoun, qui avait lui aussi très bien centré pour Chaïbi, mais l'arbitre signale un hors-jeu probablement inexistant. À la 62ème minute de jeu, Baghdad Bounedjah, très intéressant, et Ismael Bennacer, meilleur qu'à l'aller, cèdent leurs places à Youcef Belaïli et Nabil Bentaleb. Rien de particulier ne se passera jusqu'aux changements suivants effectués par Djamel Belmadi, à savoir les entrées de Mohamed Amoura et Badreddine Bouanani en lieu et place de Riyad Mahrez et Andy Delort. M. l'arbitre permet aux joueurs de rompre leu jeûne et, à la 80ème minute, c'est Abdelkader Kadri qui prend la place de Ramiz Zerrouki.

EN :

Belmadi, «50 matchs comme coach? Ce sont les joueurs qui ont fait ce parcours»

Lors de la victoire face au Niger, Djamel Belmadi a dépassé le cap symbolique des 50 rencontres à la tête de l'Équipe Nationale. Ils ne sont pas si nombreux à avoir pareil bilan, tant l'instabilité est grande pour tout sélectionneur de l'Algérie. Pour Djamel Belmadi, qui a également fêté ses 47 ans hier, l'histoire avec les Verts s'écrit depuis plus de 4 ans et demi. Avec un bilan de 34 victoires, 11 nuls et 5 défaites, une Coupe d'Afrique des Nations remportée, un record d'invincibilité de 35 rencontres (en guise de haut) et une élimination en CAN 2022 puis aux portes de la Coupe du Monde de la même année (en guise de bas), le passage de l'ancien meneur de jeu à la tête des Verts est très marquant. Présent à Tunis à la veille de la rencontre qui opposera son équipe au Niger, le sélectionneur est revenu sur ce bilan tout en rendant hommage à ses joueurs : «Chaque sélection est une émotion, ce n'est pas du populisme, nous sommes toujours émus quand nous venons. 50 matchs à la tête des Verts, c'est beaucoup, ça veut dire qu'il y a eu un parcours de fait avec des hauts et des bas. Et



hamdoulillah, moi je suis simplement le représentant, le guide de ces joueurs, ce sont eux qui ont fait ce parcours, nous n'aurions rien pu faire sans leur dévotion, leur talent, leur amour de l'Algérie. On le voit aussi avec ces jeunes qui arrivent, qui m'ont aussi marqué personnellement, parce que j'ai procédé à ces dossiers, qui étaient compliqués pour certains, et j'ai vu à quel point ils étaient attachés à l'EN donc évidemment, ce sont beaucoup de responsabilités. Ils sont là pour être utiles, efficaces, gagner, on sait que ce n'est pas toujours possible mais on s'y attache, on veut gagner des titres.»

EN :

Hicham Boudaoui, à quand l'éclosion ?

Alors qu'il est l'un des meilleurs joueurs de Ligue 1 française avec Nice, le milieu de terrain Hicham Boudaoui n'arrive pas à s'imposer en Équipe d'Algérie. Lors des deux matchs face au Niger, jeudi dernier et hier, en qualifications pour la prochaine CAN, il n'a ainsi passé... que 45 minutes sur le terrain. Une anomalie compte tenu de son niveau actuel et de son potentiel. Le Prince de Béchar n'a pas encore pris le pouvoir. Performant avec son club de l'OGC Nice cette saison en Ligue 1, où les Aiglons sont 7es, comme en

Europa Conference League, où ils vont jouer les quarts de finale, Hicham Boudaoui peine en revanche à s'imposer en Équipe d'Algérie. Lors de la double confrontation face au Niger, jeudi dernier et hier, dans le cadre des 3es et 4es journées des qualifications pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations, il n'a ainsi passé que 45 minutes sur le terrain. Titulaire pour le premier match dans un rôle de milieu relayeur côté droit, il a été remplacé à la mi-temps par Mohamed Amoura. Pourtant pas catastrophique, mais pas génial non

plus (noté 5,5/10 par la rédaction de DZfoot), le Niçois de 23 ans semble avoir été sacrifié par le sélectionneur Djamel Belmadi, désireux de changer de système et de prendre une option plus offensive, les Nigériens menant 0-1 au score à la pause. Un choix finalement payant puisque les Verts renverseront la vapeur en seconde période et s'imposeront 2-1. Lors du match retour, hier, Boudaoui est ensuite resté sur le banc toute la rencontre, Ramiz Zerrouki et Farès Chaïbi lui étant préférés cette fois dans un milieu hybride.

CAN 2025 :

Une commission d'inspection est à Alger

La commission d'inspection de la Confédération africaine de football (CAF), chargée d'évaluer les installations sportives des pays candidats à l'organisation de la CAN 2025, est depuis ce lundi dans nos murs. L'annonce en a été faite par la fédération algérienne sur son site officiel. La mission

sera assurée par un cabinet international de conseil en stratégie. «Dans le cadre de l'évaluation des candidatures pour l'accueil de la CAN Total Energies 2025 (AFCON 2025), et conformément à l'appel à candidatures envoyé en date du 26 octobre 2022, la Confédération africaine de football (CAF) a désigné

un cabinet international de conseil en stratégie pour mener des visites d'inspection au niveau des pays dont la candidature a été retenue. Cette mission d'inspection mènera les représentants de ce cabinet vers les villes hôtes pour visiter les infrastructures sportives avant de la clôturer par une réunion de

travail au niveau du siège de la Fédération algérienne de football» indique la FAF sur son site officiel précisant également que les travaux de la commission d'inspection prendront fin mercredi. Pendant trois jours, le cabinet délégué par l'instance du Sud-Africain, Patrice Motsepe, inspectera les stades

sur lesquels s'appuie le dossier de candidature de l'Algérie qui n'a organisé, rappelle-t-on, qu'une seule CAN en 1990. Les stades en question sont : Baraki, Douera (Alger), Miloud-Hadefi (Oran), Mustapha-Tchaker (Blida), Chahid Hamlaoui (Constantine) et 19-Mai-1956 (Annaba).

« Hyproc » devrait injecter 15 milliards dans les comptes du MCO:

LE D.G Rafik Cherak démis de ses fonctions

En attendant que la passation de témoin se fasse dans les prochains jours et fort probablement lors de ce mois sacré de ramadhan, la société « Hyproc », devrait accompagner le MCO dans ses dépenses, dans un premier temps comme sponsor et cela avant de devenir l'actionnaire majoritaire de la SSPA MCO.

En effet, lors de la conférence de presse organisée par le président directeur Général de Sonatrach, Toufik Hakkar, ce dernier a indiqué que la société « Hyproc » va dans un premier temps accompagner le MCO dans la période de transition et c'est ainsi qu'une aide financière qui avoisinerait les 15 milliards de centimes devrait renflouer les caisses du club et cela permettrait à Sebâa Bachir, ainsi que son équipe dirigeante de gérer les affaires courantes et de verser les salaires des joueurs jusqu'à la fin de saison. Ce sera une véritable bouffée d'oxygène, qui s'ajoutera aux 6 milliards de centimes qui vont renflouer les caisses à travers la subvention de la Wilaya d'Oran. Donc, dans les prochains jours et normalement jusqu'à la fin de saison il n'y aura pas de problèmes financiers au sein du club. D'autre part, on vient d'apprendre que le Directeur Général de la SSPA MCO, en l'occurrence, Cherak Rafik vient d'être démis de ses fonctions, une décision qui aurait été prise par le premier responsable de la wilaya d'Oran et il devrait remettre tous les documents qui sont en sa possession. Pour le moment rien n'a été officialisé, mais ce qui est sûr est que le président intérimaire du club amateur, Sebâa Bachir c'est lui qui va se charger de la paperasse à remettre à Hyproc, notamment pour ce qui est des bilans 2020 et 2021 et les employés qui accompagnent l'équipe première ont été mis au courant de cette décision. Pour ce qui est des raisons de ce limogeage de la seule personne restante de la direction de la SSPA MCO, certains évoquent la fameuse liste des salaires de la société remise à Maghreb Emballage, ou on soupçonne des employés fictifs dans la SSPA et d'autres parlent du bilan financier 2022, ou il aurait promis au wali qu'il serait prêt dans un délai très court et pour le moment rien n'est fait dans ce sens et il ne sera pas prêt avant le 30 avril nous dit-on, ce qui pourrait ralentir le processus d'acquisition du MCO par la société « Hyproc » et le premier magistrat de la wilaya d'Oran veut accélérer du mieux qu'il peut ce processus et tenir sa promesse pour le « peuple » hamraoui ! Said Sayoud est en train d'exhausser le vœu des supporters en éliminant tous ces dirigeants mal-aimés par les inconditionnels du club...

L.Nacer

أخبار وطنية

روبرتاجات

تحقيقات

حوارات

تسالي...

اليومية وطنية متخصصة ثقافية

EL-DIWAN



ED

DIWAN



Mercredi 29 Mars 2023

RDC:

17 otages exécutés par une milice communautaire dans le nord-est

Dix-sept personnes prises en otage la veille dans le nord-est de la République démocratique du Congo ont été exécutées dimanche 26 mars par la milice communautaire Codeco (Coopérative pour le développement du Congo), a-t-on appris de sources locales. Samedi, au moins «dix-sept personnes avaient été prises en otage par les miliciens de Codeco entre les villages Bambu et Kobu», dans le territoire de Djugu, à environ 45 km au nord de Bunia (province de l'Ituri), a déclaré à l'AFP Banguneni Gbalande, chef de la communauté Akongo-Nyali où les faits se sont déroulés.

PORTUGAL :

Deux morts dans l'attaque d'un centre musulman à Lisbonne

Plusieurs blessés sont également à déplorer dans cette attaque au couteau, survenue ce mardi. Deux personnes sont mortes mardi 28 mars dans une attaque à l'arme blanche contre un centre musulman de Lisbonne, a annoncé la police portugaise dans un communiqué. «L'attaque a fait plusieurs blessés et, pour le moment, deux morts», a indiqué la police qui a précisé que l'auteur présumé de l'attaque avait été arrêté.

JAPON :

Séisme de magnitude 6,1 dans le nord du pays

Un séisme de magnitude 6,1 a secoué le nord du Japon mardi 28 mars en fin d'après-midi, selon l'Agence météorologique japonaise (JMA), mais aucune alerte au tsunami n'a été émise. La secousse a été enregistrée à 18h18 (9h18, heure de Paris) au large du département d'Aomori (Nord) à une profondeur de 20 km, selon l'agence, et a également été ressentie sur l'île d'Hokkaido.

Plusieurs morts après un incendie dans un centre de migrants à la frontière américano-mexicaine

Plusieurs migrants sont morts dans un incendie survenu tôt mardi dans un centre de détention où ils étaient retenus à Ciudad Juárez (Nord), ville mexicaine à la frontière avec les États-Unis, ont rapporté des médias locaux. Une journaliste de l'AFP a pu voir les pompiers et sauveteurs transporter plusieurs corps sous des couvertures dans le parking de l'Institut national des migrations (INM) situé près de la frontière. Joint au téléphone par l'AFP, l'INM a confirmé l'incendie mais refusé de donner des indications sur les victimes.

GLISSEMENT DE TERRAIN EN ÉQUATEUR:

7 morts et 62 disparus

Le glissement de terrain survenu dans la nuit de dimanche à lundi dans le sud de l'Équateur a fait sept morts et 62 disparus, ont indiqué lundi 27 mars dans un nouveau bilan les autorités équatoriennes. Un premier bilan officiel faisait état de 16 morts et sept disparus dans ce glissement de terrain, provoqué par de fortes pluies, et qui s'est produit dans la localité d'Alausi, dans la province de Chimborazo, à environ 300 km au sud de Quito.

LUTTE CONTRE LA DROGUE :

Démantèlement d'un réseau international spécialisé dans le trafic de drogues

Les services de la Gendarmerie nationale, ont démantelé un réseau criminel international organisé spécialisé dans le trafic de drogues, et saisi 35 kg de kif traité et une somme d'argent en monnaie nationale, a indiqué dimanche un communiqué des services de la Gendarmerie nationale (GN). "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée sous toutes ses formes, notamment le trafic de drogues et de stupéfiants, les éléments de la section de recherche de la GN à Oran ont démantelé, en coordination avec les éléments du Service central des investigations criminelles à Cheraga et le détachement spécial d'intervention de Mahelma, un réseau criminel international organisé spécialisé dans le trafic de drogue dont l'activité s'étend de la frontière marocaine à plusieurs wilayas internes du pays", a précisé la même source. "Après intensification des investigations et la poursuite des opérations de surveillance et de suivi des membres du réseau, et en coordination avec les juridictions, plusieurs domiciles



ont été perquisitionnés dans plusieurs wilayas à travers le territoire national", indique la même source ajoutant que l'opération a permis l'arrestation de quatre individus, âgés de 28 à 35 ans, et la saisie de 35 kg de kif traité, un montant en devises de plus de 2,5 milliards de centimes, 15 téléphones portables et un véhicule utilitaires et un autre touristique".

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO :

14 membres d'une tribu tués par des milices dans l'ouest



Quatorze personnes dont deux chefs traditionnels ont été tuées depuis vendredi dans un territoire de l'ouest de la République démocratique du Congo par de présumés miliciens d'une tribu rivale, a indiqué lundi un responsable administratif. Lundi, "vers 4 heures du matin, le chef du village Kim-pasi, dans le groupement de Kisia-Ngasi, a été tué dans sa

résidence par des assaillants venus de Kwamouth", a déclaré Amédée Bangambuma, administrateur du territoire de Bagata, dans la province de Kwilu. Dans ce groupement (ensemble de villages) de Kisia-Ngasi, "douze villageois avaient été tués dans une ferme vendredi par des assaillants (...). Le chef du groupement venu s'enquérir de cette situation a aussi été tué", a-t-il ajouté, indiquant que toutes les victimes sont des membres de la communauté Teke et ont été tuées à la machette. Le groupement de Kisia-Ngasi se trouve dans une zone enclavée. Il n'y a pas sur place de forces de sécurité et le poste de police le plus proche est à environ 100 km, a expliqué M. Bangambuma. Pour ce responsable administratif, les auteurs de ces tueries sont des miliciens venus "du territoire de Kwamouth, de l'autre côté de la rivière, et qui viennent agresser des Teke dans le territoire de Bagata", dans la province voisine de Kwilu.

NIGERIA :

Libération de 10 otages des mains d'un groupe armé

Une opération de police a abouti à la libération de 10 personnes prises en otage par des bandes armées dans l'Etat du Niger, au Nigeria, selon une source policière. Le porte-parole de la police de l'Etat du Niger, Wasiu Abiodun, a indiqué par voie de communiqué qu'"une opération contre des gangs armés a été organisée après la disparition d'un enfant dans la région de Suleja". Dix personnes, dont des enfants, prises en otage par des bandes armées ont été sauvées au cours de cette opération, a fait savoir le responsable nigérian. Il a également souligné que l'opération a permis l'arrestation de trois personnes et la saisie d'armes et de munitions appartenant aux gangs.



YÉMEN :

Le ministre de la Défense échappe à une tentative d'assassinat

Le ministre yéménite de la Défense, Mohsen Al-Daari, et le gouverneur de Taiz, Nabil Shamsan, ont survécu, ce samedi, à un attentat dans le gouvernorat de

Taiz, au sud-ouest du pays, rapportent des médias citant des sources locales. Un responsable local de Taiz cité par des médias a déclaré que « le convoi du minis-

tre de la Défense et du gouverneur de Taiz a été bombardé par un drone houthi dans la région d'Al-Kadha, à l'ouest du gouvernorat de Taiz ».

BLIDA :

Libération en un temps record d'une personne séquestrée

Une personne « victime de séquestration et de torture par une association de malfaiteurs », a été libérée « en un temps record » par la gendarmerie nationale de Blida, a indiqué, ce lundi, un communiqué de ce corps sécuritaire. « La brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Oued El Alleug a libéré une personne âgée de 34 ans, victime de séquestration et de torture, et procédé à l'arrestation des individus impliqués dans ce délit », a-t-on ajouté de même source.

BURKINA FASO:

La junte ordonne la suspension de la diffusion de France 24

France 24 a diffusé des réponses écrites du chef d'AQMI, déclenchant l'ire de la junte burkinabè. Après le Mali, c'est le Burkina Faso qui ne veut plus diffuser France 24. La junte au pouvoir a ordonné lundi la suspension « sine die » de la diffusion de la chaîne française sur son territoire, après une interview sur la chaîne d'informations du chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) début mars.

APRÈS LE RACHAT DE CREDIT SUISSE:

Le président de la Saudi National Bank démissionne

Le président de la Saudi National Bank, premier actionnaire de Credit Suisse avant son rachat au début du mois, a démissionné, indique lundi la SNB dans un communiqué publié à la Bourse de Ryad. Le conseil d'administration de la banque nationale saoudienne «a accepté la démission» de Ammar al-Khudairy «pour des raisons personnelles», selon le communiqué.

AFGHANISTAN :

Au moins six civils tués dans un attentat-suicide à Kaboul

Au moins six civils ont été tués lundi 27 mars à Kaboul lors d'un attentat-suicide près du ministère des Affaires étrangères, le premier depuis le début du ramadan en Afghanistan. L'assaillant a été pris pour cible par les forces afghanes, mais les explosifs qu'il transportait «ont explosé, tuant six civils et en blessant d'autres», a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Abdul Nafy Takor, sur Twitter.

ÉQUATEUR:

un Français décède dans un accident en escaladant un volcan

Un alpiniste français est décédé en Équateur dans un accident lors de l'ascension d'un volcan près de la capitale Quito, a-t-on appris mardi 7 juin auprès des secours. La victime était âgée de 29 ans et a trouvé la mort alors qu'il escaladait en solitaire le volcan El Corazon, qui culmine à 4.800 mètres d'altitude, selon un responsable des services de secours, Juan Barro.